

le libertaire

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE

ADMINISTRATION-REDICTION : 9, Rue de Bondy — PARIS 10° — Téléphone : BOTzaris 68-27 (Métro : Porte St-Martin)

Pour protester contre le
massacre tunisien
TOUS AU MEETING
mercredi 17 mars
aux Sociétés
Savantes

L'ORDRE RÉGNE EN TUNISIE... Seize Morts !

DE POINCARÉ A BLUM

Union sacrée au pied du "Mur d'Argent"

Plébiscité en mai dernier par la souffrance des masses née de la crise et aggravée par la politique « déflationniste » baptisée dans le sang du 6 février, le Front populaire bénéficiait au départ d'un élan formidable.

Les grèves de mai-juin, la démoralisation du grand patronat qui s'ensuivit offraient au gouvernement à direction socialiste toute sorte de possibilités.

A l'extérieur, Blum qui, avec son parti, avait refusé de voter le traité de Versailles pouvait répudier l'héritage maudit que lui laissaient ses prédécesseurs de « droite » et de « gauche ».

Prenant le taureau par les cornes, posant en toute clarté devant l'opinion ouvrière et « républicaine » le problème de la paix et de la guerre, il pouvait, avec le concours de l'Angleterre, refaire une Europe — même impérialiste — viable pour un bon nombre d'années, et par cette même ramener le socialisme de ses cendres, porter des coups terribles au fascisme.

A l'intérieur, en s'appuyant étroitement sur le prolétariat réveillé et sur les classes moyennes, il lui était possible de commencer le démantèlement des trusts, d'imposer au capitalisme monopoliste ces réformes de structure applaudies sur tant de tréteaux électoraux.

Recueillant enfin le bénéfice d'une politique extérieure renouée, il pouvait arrêter pour un temps la course aux armements et ses saturnales financières, et, à la faveur d'une dévaluation intelligemment et courageusement faite dès l'abord, en pleine lumière, il pouvait juguler le déficit et amorcer une vraie reprise des échanges internationaux.

En faisant sien l'héritage de Versailles, en déshonorant encore une fois le socialisme, Blum vouait l'Europe à la guerre dans un délai rapproché et creusait le gouffre financier des armements.

En reculant — sous prétexte de manœuvrer — devant les trusts, les banques et le grand patronat, en endormant les ouvriers dressés unanimement contre leurs exploiters, et en aménageant, en canalisant leur révolte dans les détours sans fin du néo-réformisme cher au cœur de Jouhaux, le gouvernement de Front populaire, tout comme un quelconque gouvernement de Cartel, allait à la moins glorieuse des défaites.

Les décisions qu'il vient de prendre en matière financière, l'abandon de toute politique de coercition anti-capitaliste et le lancement du grand emprunt de la défense nationale, sont la rançon de ces crimes et marquent le commencement de cette défaite.

Les approbations sarcastiques du Temps et de l'Echo de Paris couvrent les boniments sur la « pause ».

Blum reste en place, toléré et tenu à l'œil, pour faire — à l'intérieur — la politique des possédants — à l'extérieur — la politique de l'impérialisme français.

..

Se soumettre ou se démettre.
Crever le plafond ou sauver le franc... d'une nouvelle amputation.

Tomber comme Herriot en 1926 ou jouer les Poincaré.

Telle était l'impasse où Blum, par sa faute, se trouva acculé la semaine dernière.

Les capitaux thésaurisés ou émigrés se refusant aux besoins dévorants de la trésorerie, les banques hollandaises répondant par la négative à une demande d'emprunt qui eût encore accordé quelques semaines de répit, Blum n'hésita pas.

Avec souplesse il joua la carte anglo-saxonne.

La finance anglaise et la finance américaine ne demandaient pas mieux.

La livre sterling et le dollar n'ont aucun intérêt à ce qu'un franc à nouveau dévalué vienne rouvrir les hostilités monétaires, pour l'instant suspendues, ni à ce qu'une France autarchique restreigne encore la peau de chagrin du marché mondial.

JEAN BERNIER.

(Lire la suite page 4)

VIVE LE FRONT POPULAIRE !

L'histoire ouvrière française, déjà pleine du sang des assassinés de Fourmies, de la Martinique, de Villeneuve-Saint-Georges, de Draveil, etc., enregistre un nouveau massacre.

Seize mineurs tunisiens ont été tués par la troupe et la gendarmerie et près de trente autres sont blessés. Leur crime est d'avoir fait grève sur le tas, las de la vie de misère qu'ils menaient et désireux d'arracher un peu de bien-être.

Les grévistes de Metlaoui ont reçu la réponse que leur situation de travailleurs et de coloniaux mérite en régime capitaliste : le massacre par la gendarmerie et la troupe.

Qu'on ne vienne pas nous raconter que certains de ces mineurs étaient armés, que parmi eux il s'en est trouvé qui, se sentant en danger, ont tiré sur la troupe. Si c'est vrai, ce serait la preuve que les travailleurs nord-africains ont un peu plus de sang dans les veines que les ouvriers français et, loin de mériter le reproche, leur attitude serait à donner en exemple aux exploités de la métropole, toujours enclins à lutter contre la garde mobile et l'armée avec des ordres du jour.

La politique coloniale du Gouvernement actuel vient d'aboutir à sa conséquence logique : la répression. La répression comme sous tous les ministères bourgeois, la répression qui est la seule forme de gouvernement en régime capitaliste.

Ce ne sont pas les commissions d'enquête qui changeront les cadavres en vivants. Ce ne sont pas les délégations de parlementaires qui habilleront la vérité trop criante.

L'Etoile Nord-Africaine a été dissoute ; les syndicats sont illégaux en Tunisie ; les minces libertés que nous possédons en France sont inexistantes en Afrique.

Pleurez, maintenant ; faites des discours, déplacez deux caporaux et un capitaine, cherchez les « responsables ».

Les responsables véritables, vous aurez soin de les oublier ; c'est le régime capitaliste, c'est l'impérialisme français, c'est son fidèle agent d'exécution : le Gouvernement de « gauche » Blum.

Voilà, monsieur Thorez, une belle façon de terminer une grève.

Voilà, monsieur Moutet, une belle étape vers l'émancipation des travailleurs coloniaux.

Voilà, ô dirigeants syndicalistes qui, devant les cercueil des victimes, vous félicitez de vos appels au « calme », l'aboutissant logique de votre soumission à la politique du Front populaire.

Vous aurez les félicitations de la droite pour votre attitude énergique comme vous avez reçu ses louanges pour votre capitulation devant la Banque et l'Industrie.

Mais il reste des ouvriers conscients, de plus en plus nombreux, qui voient clair. Le massacre des mineurs grévistes de Metlaoui n'est pas prêt d'être oublié.

Au-dessus des races et des couleurs, au-dessus des croyances et des coutumes, l'unité révolutionnaire se forge.

Il lui faut se substituer d'urgence à la politique de trahison des intérêts ouvriers, de lâcheté envers les agissements fascistes, de main tendue aux pires ennemis du prolétariat.

Notre main c'est, contre l'ennemi commun : l'exploiteur capitaliste, aux asservis du colonialisme, que nous la tendons.

L'UNION ANARCHISTE.

Pour clamer votre haine de l'impérialisme assassin. Pour marquer votre solidarité avec les peuples coloniaux, Pour exiger les libertés ouvrières en faveur des travailleurs tunisiens,

Assistez en masse au **GRAND MEETING DE PROTESTATION** qui aura lieu, mercredi 17 mars, à 20 h. 30, Salle des Sociétés Savantes.

Orateurs : Frémont, de l'Union Anarchiste ; Saïl Mohamed, de l'Union Anarchiste ; Coudry, de la J.A.C. ; Finidori, ancien secrétaire de la C.G.T. Tunisienne ; Messali, de l'Etoile Nord-Africaine (dissoute) ; un Orateur du Destour.

COMITÉ POUR L'ESPAGNE LIBRE

Pour nos Gosses...

Assistez tous **SAMEDI 13 MARS** à la

GRANDE SOIRÉE DE SOLIDARITÉ

à 20 h. 30, à la Salle Wagram

Notre fête du 30 janvier qui, on s'en souvient, fut d'une qualité et d'une richesse artistiques incomparables, sera encore surpassée samedi. On en jugera par l'extraordinaire concours de vedettes que nous avons réussi à réunir au programme ;

La Poésie et le Théâtre

Maria Valsamaki - Jacqueline Hopstein - Fanny Robianne (de l'Odéon) - Solange Sicard (de la Porte-St-Martin) - Maurice Rostand - Julien Bertheau (de la Comédie-Française) - Balpêtré (de la Comédie-Française).

La Satire et la Gaîté

Marga Tozi
René Paul Groffe
Goupil - Celmas

Le Chant et la Danse

Luccioni de l'Opéra - le ténor Villasèque
Charles Friant de l'Opéra-Comique - Beloff
Et la danseuse espagnole Lolita Gomez.

l'Humour et la Fantaisie

Gilles et Julien
Bib et Bob
Stello

La chorale « la Armonia », sous la direction d'Armando NUNEZ

Régisseur : Roger TOZINY.

Au piano : le compositeur Fernand HEINTZ.

Notre ami Sébastien FAURE fera une causerie sur l'Eglise et la Révolution espagnoles

Prix d'entrée : 7 fr. ; enfants : 4 fr. L'entrée de la Salle se fera par le 5 de la rue Montenotte.

Faillite frauduleuse...

C'est le mot qui vient à la pensée. Et point seulement à celle des anarchistes. Il suffit d'écouter les mille voix qui montent du cœur des travailleurs, sans distinction de partis, et qui proclament la déchéance du gouvernement qui sous le couvert du Front populaire a trahi les intérêts de la classe ouvrière.

Pas de grands mots, surtout ! Les faits suffisent et leur sobre éloquence comporte assez d'enseignements pour qu'on n'éprouve pas le besoin d'y mêler la littérature. Cette fois la démonstration est parfaitement claire. En prenant les dernières mesures financières que l'on sait dont la plus importante est le lancement, avec l'appui des Banques et de la Presse, d'un emprunt pour la Défense Nationale avec garantie contre les fluctuations éventuelles du change ; en réjetant complètement les mesures rigoureuses de fiscalité démocratique, de contrôle des capitaux et de coercition qu'il s'était engagé à adopter et dont le dispositif était tout préparé, le gouvernement Blum a accompli sa soumission. Devant l'ultimatum de la Banque, il a capitulé. Désormais l'expérience du Front populaire, préparée et réalisée par Staline au profit de l'impérialisme russe, est achevée. Elle a donné tout ce qu'elle pouvait donner et on peut, sans crainte, laisser tomber les masques.

Faisons le bilan. Après dix mois de luttes mal dirigées, freinées par les chefs politiques et syndicaux, que reste-t-il des magnifiques conquêtes de juin ? Sans doute quelque chose. La semaine de quarante heures, les congés payés, l'institution des délégués d'entreprise et surtout le droit de contracter collectivement avec les patrons, sont des avantages substantiels qu'il convient d'inscrire à l'actif de la classe ouvrière. Ils apportent la preuve de la vigueur de son offensive, dont, en dépit des manœuvres, tous les fruits n'ont pas pu lui être arrachés et qui eût pu, sans aucun doute, se prolonger en une magnifique et décisive victoire. Nous ne pouvons pas croire que le prolétariat ne veuille à tout prix les consacrer. Pourtant, déjà, le patronat les lui discute avec une insolente apreté. Il a reconstitué ses forces dans la trêve qui lui fut accordée et il a trouvé des complices dans les partis, dans les syndicats et dans le gouvernement : on sait quelle est trop souvent la besogne des délégués d'entreprise et ce que sont devenues les conventions collectives, non garanties par la grève, annulées par les lois sur la conciliation et l'arbitrage obligatoires. Que reste-t-il des concessions arrachées par la force touchant le rajustement des salaires ? La rapide montée des prix a en totalité annihilé les avantages obtenus de sorte que le niveau de vie des ouvriers et des fonctionnaires s'inscrit aujourd'hui, dans la plupart des cas, au-dessous de ce qu'il était en juin. Et si les travailleurs, mécontents, prétendent revendiquer des salaires améliorés, que pourront donner les arbitrages à venir dans l'ambiance de pause et d'union nationale qu'a voulu créer le gouvernement ?

Dira-t-on, au moins, que comme Blum le proclamait à Lyon, le Front populaire a sauvé la paix ? En effet, nous n'avons pas encore mis sac au dos. Mais au train où vont les choses on ne tardera pas à nous y inviter. Jamais, en tout cas, on n'avait assisté à une aussi formidable prise d'armes. L'Europe, le Monde semblent à la veille d'une conflagration et les gouvernements augmentent fébrilement leur puissance militaire. Dans cet effort général, la France n'est pas au dernier rang. On sait qu'elle vient de consacrer plusieurs dizaines de milliards à l'exécution d'un programme d'armements qui, selon les

indications de Staline, mettra sa force armée au niveau de sa sécurité, ce qui ne signifie peut-être pas grand-chose aux yeux du commun mais qui prend un sens parfaitement clair pour les marchands de canons qu'on avait juré d'anéantir, mais qui voient affluer les commandes, prévues en contre partie, dans le nouvel emprunt de la Défense Nationale. On sait par ailleurs comment le gouvernement a réussi, en créant la plus formidable équivoque, à faire accepter à la classe ouvrière et au nom d'une pseudo-défense de la démocratie ces mesures effarantes préjudant au plus hideux des massacres. Et nous pourrions conclure que le Front populaire, fossoyeur de l'internationalisme prolétarien, non seulement n'a rien fait pour la paix, mais encore a créé le climat et les conditions matérielles d'une nouvelle guerre.

Voilà où nous en sommes. L'expérience Blum se solde par une sinistre escroquerie. Le gouvernement s'en prend, pour l'instant, au porte-monnaie des travailleurs en attendant de s'en prendre à leur vie. Il exécute présentement la volonté des Banques en attendant d'exécuter celle de l'Etat-Major. Dans un cas comme dans l'autre il est entre les mains de la Bourgeoisie. Et c'est à la condition qu'il soit docile qu'on lui a laissé la vie, c'est à la condition qu'il autorise et favorise le sabotage des lois sociales, qu'il juggle la force ouvrière, qu'il prépare intensément à la guerre et que, cette fameuse carte du libéralisme dont parle Vincent Auriol, elle soit jouée contre le prolétariat. Donnant, donnant : le gouvernement n'aura d'argent qu'à ce prix. Ecoutez l'Echo de Paris devenu gouvernemental... Au sujet de l'emprunt il écrit : *Le patriotisme (sic) commande d'y souscrire, d'autant plus que... cette garantie de change rend le placement tentant.* On ne saurait mieux dire.

Allons ! Allons ! Tout s'arrange. Tout rentre dans l'ordre et la légalité bourgeoise. Il ne reste que le souvenir désagréable d'un frisson qui a couru sur l'échine de ces messieurs. Le règne du coffre-fort continue. Les travailleurs viennent d'être vendus pour trente deniers.

LASHORTES.

De mon wagon

Comme je passais, l'autre jour, devant une soupe populaire, j'eus la pénible impression de reconnaître mon ami Eugène le plombier, qui faisait queue. Voulaient aussitôt savoir par quel triste concours de circonstances il en était arrivé là, je m'approchai de la file.

— On attrape la fièvre ici... Allons nous en jeter un ! s'écria-t-il en m'apercevant. Je t'expliquerai la combine.

Alors, dans le petit bistro du coin, Eugène me fit cette confidence inattendue :

— Tu croyais que j'étais de la zone ? T'es pas malade ? Si les pots attendent la jafe, moi, c'est le photographe que je compte bien voir radiner dans le secteur.

— Le photographe ?

— Ben oui, carafe ! (Tiens, ça rime...) Celui de Paris-Soir. T'as pas remarqué que, depuis quelques jours, la démo coule à pleins robinets dans ce sympathique canard ? Et je te lance des S. O. S. Et je t'ai interviewé. Et je te te photographie les salopards. Et je leur z'y refille des cinq cents balles, que c'est comme un bouquet de fleurs. Ah ! la vie est belle !

« Alors, j'attends mon tour. Comme je suis au choume, j'ai le temps de voir venir... »

— As-tu remarqué, Eugène, que cette manne bienfaisante a coïncidé avec le lancement de *Ce soir* ?

— Le journal des cocos ?

— Des cocos... c'est-à-dire qu'on y rencontre aux leviers de commande de braves gens comme Jean-Richard Bloch, Aragon, Duthilleul... ce qui est déjà symbolique.

— Eh bien ! pour moi, c'est plus qu'un symbole, ces mecs-là ; c'est comme les ratichons ou les punaises, quand l'en vois un, fais gaffe : c'est rare s'il est tout seul... Et si j'étais pas enrhumé, je te chanterais ça sur l'air des « Rateliers de la Volga ».

— Attends un peu, Eugène, et tu apercevras le bout de l'oreille. Pour le moment, tu peux admirer les procédés des magnats de la presse pour écouler leur production. Et ces méthodes publicitaires démontrent péremptoirement que ce sont — exclusivement — des commerçants, qui vendent du papier imprimé comme d'autres vendent autre chose. Et les boniments : servir la vérité, le pays, etc., autant en emporte le vent.

— Mon vieux, ils se démènent.

« Et je verrais pas d'inconvénient à ce que l'Action Française distribue des couteaux ; le jour, des sucettes ; le Journal, des macarons ; le Popu, des portraits de Blum, et l'Humanité... de la poimade soufrée ! C'est toujours ça de pris, comme disait ma grand'mère... »

« Et vous, au Libéraire, qu'est-ce que vous attendez pour distribuer quelque chose ? »

— Nous, nous portons la bonne parole, et nous croyons ainsi servir la vérité envers et contre tous les charlatans et les fakirs de la politique et du patriotisme professionnel. Notre rôle est obscur et ingrat, mais nous l'avons choisi, et nous sommes bien payés quand nous voyons monter notre tirage... C'est toujours ça de pris, comme disait ta grand'mère.

« Puis nous avons confiance dans un idéal qui suit se maintenir intact contre vents et marées. »

— T'as raison ! c'est beau, la confiance, conclut Eugène. En attendant, paye nos godels, si ça te fait rien... Ça sera ma tournée quand j'aurai été photographié.

LE BANLIEUSARD.

APRÈS LES « MÉMOIRES D'UN ANE »...

Les mémoires d'une bourrique

La faillite des partis politiques dits « de gauche », l'impuissance démontrée des gouvernements de Front Populaire, que ce soit ici ou que ce soit outre Pyrénées, leur incompréhension et leur carence en face de la situation révolutionnaire ont attiré, en raison de son intransigence dans la lutte des classes beaucoup de sympathies et de bonnes volontés au mouvement anarchiste. On conçoit facilement que ce succès et cette confiance de prolétariat à notre égard aient suscité une réaction, d'abord de la part des politiciens qui font métier de prêcher la révolution à condition qu'elle ne se fasse jamais, ensuite des possédants dont l'intérêt réside dans le conservatisme social et qui décèlent en nous leurs véritables ennemis.

Les premiers, grands pourfendeurs de Basiles quand la calomnie les atteint, mais n'hésitant point à user de cette arme contre leurs adversaires, répandent sur l'action de la C.N.T., de la F.A.I. et de l'Union Anarchiste les propos les plus abjects et les relations les plus érotiques.

Les autres, plus fourbes encore s'il est possible, remettent en vogue les vieilles campagnes du temps des lois séculaires et tentent, en confondant volontairement anarchistes et bandits, de semer la confusion et de discréditer le mouvement libertaire. C'est ainsi par exemple que le *Paris-Soir*, journal par excellence des commérages et des ragots public des mémoires de l'ex-commissaire Guillaume.

Le commissaire Guillaume, tout gonflé d'importance et en bon valet glorieux de son emploi de portier ne tarit pas sur les anarchistes. Ses souvenirs de chien de garde, transcrits dans un style banal et pompier veulent être un réquisitoire contre ceux qui, au nom d'idéologies supérieures se refusent à plier l'échine devant le mouchard. Relatant les intrigues où il fut mêlé, il semble s'excuser de ce que Mestorino n'était point abonné au *Libéraire* et il regrette de ne pouvoir assimiler les crimes de Landru aux effets de la propagande par le fait. Mais le but poursuivi est trop visible et le commissaire Guillaume, première sans esprit et qui n'a en fait de lettres que des réminiscences de romans d'aventures à soixante-cinq centimes n'est vraiment pas assez fort pour abuser qui que ce soit. Les clichés éculés et les lieux communs ne sont pas la littérature, monsieur Guillaume, et tout porte à croire qu'étant flic vous eussiez dû vous en tenir là et ne point vous mêler d'écrire. Il est vrai que de nos jours l'aptitude au mouchardage peut tenir lieu de talent !

Or donc, ce brave flic s'étend complaisamment sur les affaires où l'équivoque est permise et il y emploie fréquemment « anarchiste » et « criminel » comme des synonymes admis. « Pourris d'anarchisme » est une expression qui lui vient assez couramment sous la plume.

On comprend aisément que Bonnot et ses amis, (que les vrais anarchistes sont loin d'approuver sans réserves), aient laissé d'assez mauvais souvenirs aux « rousins » dont ils contribuèrent à leur fache à diminuer l'importance numérique. Le flic qui, dans notre société se croit volontiers « tabou » accepte fort mal que des individus résistent à son outrecuidante autorité et lui rendent coup pour coup. Il préfère le bon bougre qu'on peut matraquer sans qu'il fasse de « rouspétance ».

Le commissaire Guillaume qui s'évertue à faire ressortir les dangers encourus par le policier dans sa lutte contre le criminel oublie volontiers de nous narrer le plus petit passage à tabac. Pas un mot sur les ignobles brutalités dont lui et ses congénères se rendent chaque jour coupables, sur

la personne d'hommes ou de femmes sans défense. Et pourtant ! Pour un Bonnot tirant froidement sur le flicard, combien de pauvres types rossés par une douzaine de brutes, dans un local hermétique. La vérité historique qui aurait dû animer le « mémorialiste » commandait qu'on en fit mention. Mais c'eût été pour le pourvoyeur de prisons avouer publiquement toute l'infamie de son peu reluisant métier. Il était déjà bien suffisant que le commissaire Guillaume soit obligé de reconnaître que la police ne s'exerce que par le mouchardage et la délation, ce qui vraiment n'est pas très glorieux.

On se demande pourquoi après cela ce « Javert » ose encore se réclamer de l'honneur et de la droiture ! Le crapaud prétend-il à la beauté ?

Non, le commissaire Guillaume est un personnage trop infime, quelle que soit sa suffisance, et trop médiocre pour parvenir en racontant ses trente années de sales combines à discréditer les anarchistes. Il aura beau assomoir à notre doctrine des criminels bourgeois et des assassins de profession. La silhouette du flicard Monisias Charrier ne cache pas la sublime figure de Cotin, dont le support de préfecture évite de parler et la saleté qui entache les mains des « bourriques » ne dissimule pas les traces qu'y laissent les pointes acérées de l'énergie. Liabent, Liabent, que des agents des mœurs, la variété la plus répugnante de la faune de la Tour Pointue, virent à « tomber » et qui leur infligea de si humiliantes déconvenues.

Quelle que soit donc sa haine des anarchistes, (le chapon à horreur du mâle) le commandant Guillaume n'empêchera pas que ceux-ci, quelle qu'ait pu être leur attitude restent nimbés d'une auréole, celle des hommes fiers qui, une fois dans leur vie, ennuient l'idéal.

« Et il n'empêchera pas davantage, ce « rousin » en mal d'écrire que son intérieur ne reste inavouable tant il réclame de brutalité et de bassesse de la part de ceux qui l'exercent.

Non, commissaire Guillaume, votre air de fausse bonhomie et vos lieux communs grandiloquents, « risquer sa vie en faisant son devoir, c'est cela la police », ne changeront rien à l'impression visqueuse que laisse le policier, tout comme la vipère qui, même démunie de ses crochets inspire encore la répulsion.

Et la face immonde du flic dont chaque homme de cœur même non anarchiste se détourne avec dégoût ne paraîtra pas moins méprisable et il ne sera pas réhabilité parce qu'une « bourrique » retirée des affaires aura publié ses mémoires dans un torchon à grand tirage.

MAURICE DOUTREAU.

P. S. — Je reçois une lettre du Ministère des Finances m'informant l'ordre de payer au Trésor la somme de 764 fr., amendes et dépens, consécutifs au procès Vautel. Inutile de dire que connaissant l'emploi que la « pacifique France » ferait de cet argent je me refuse absolument au moindre versement.

Que M. Vincent Auriol (S.F.I.O.) qui a besoin d'argent pour satisfaire les besoins de son collègue Daladier tape les bons Français s'il le veut, que ne pouvant me soustraire un liard, il adresse « notre » facture à M. Clément Vautel. Etant donné d'aider de sa bourse à la « grandeur » de la France. Pour ma part, je n'accepte pas de collaborer à la préparation d'un futur massacre de prolétaires ni à la fortune des marchands de canons.

ATTENTION !

La semaine prochaine...

HUIT PAGES avec la page littéraire d'Henry POULAILLE et une page de documentation économique :: :: ::

Notre campagne pour les abonnements a commencé à porter ses fruits la semaine passée, nous avons reçu 55 abonnements nouveaux. C'est bien, très bien même, et pourtant c'est insuffisant.

Nous avons dit dans notre dernier numéro que la hausse que nous avons subie, chez notre imprimeur et notre expéditeur, nous obligeait à envisager l'augmentation du prix de vente du *Libéraire*. Mais ceci risque de gêner notre développement. Nous ne voudrions pas en arriver à cette

amis des carnets d'abonnements. Nous allons tirer une affiche de propagande pour le *LIBERTAIRE*. Elle sera à la disposition des camarades dans le courant de la semaine prochaine. Que dès maintenant, les groupes et individualités nous passent leur commande.

Tous les adhérents de l'Union anarchiste, tous les lecteurs assidus du *LIBERTAIRE* doivent devenir des abonnés nouveaux. Chaque abonné doit trouver dans son entourage un nouvel abonné.

BULLETIN D'ABONNEMENT

au

« LIBERTAIRE »

FRANCE 52 Nos... 22 fr. 26 Nos... 11 fr.

ETRANGER 52 Nos... 36 fr. 26 Nos... 15 fr.

Chèque postal : N. Fautier, Paris 506-03

9, rue de Bondy (109)

Téléphone : BOTZARIS 68-27

Je soussigné déclare souscrire un abonnement de

à partir du pour la somme de

dont je vous envoie le montant.

SIGNATURE :

..... le 193

Nom (1) Adresse :

Ville : Département :

(1) Ecrire très lisiblement.

extrémité. C'est pourquoi nous faisons appel à tous nos amis pour qu'un effort intense soit fait. Nous l'avons indiqué dans notre dernier numéro, nous pourrions maintenir le prix de vente à 0 fr. 50 si nous trouvions 5.000 abonnés nouveaux et une augmentation de 10.000 numéros vendus à la rue. C'est donc vers ce but que doit tendre notre action en faveur de notre journal.

C'est 100 à 150 abonnés nouveaux qu'il nous faut chaque semaine. Ceci indique l'effort qui doit être fait.

Nous tenons à la disposition de tous nos

Nous insistons auprès de tous, pour que le maximum soit fait, pour que la collecte des abonnements, l'intensification de la vente à la criée et aussi, camarades, l'alimentation régulière de la souscription permanente, afin que le *LIBERTAIRE* paraisse bientôt sur huit pages hebdomadaires.

La semaine prochaine, nous ajouterons deux pages supplémentaires comme nous l'avons promis. Il ne tient qu'à toi, camarades, que ces HUIT PAGES deviennent la règle. Abonne-toi ! Fais abonner tes amis !



Propos d'un Paria

Le gouvernement de Front populaire vient de prendre des décisions « financières » qui procurent aux partis de droite une joie débordante, tout en n'étant d'ailleurs pas mal accueillis par les partis dits « de gauche ».

D'abord, politique d'économies : stabilisation des salaires !

M. Lemaître-Dubreuil en trépine d'une joie toute juvénile.

Ceux qui rigoleront moins, ce sont les fonctionnaires qui n'ont pas encore reçu toutes les satisfactions prévues au programme de « Rassemblement populaire » et qui risquent d'attendre un moment pour voir leurs traitements suivre la courbe ascendante du coût de la vie.

Qu'ils se rassurent ! Quelques mois avant les prochaines élections, on leur fera de nouvelles promesses et il ne leur restera plus qu'à bien voter pour obtenir satisfaction !

C'est un petit jeu qui réussit à tous les coups et qui a, en tout cas, particulièrement bien réussi aux élections dernières.

Il y a bien le fameux proverbe de la cruche qui, à force d'aller à l'eau, se casse, mais les électeurs sont d'une espèce rebelle à tous les proverbes en général et au bon sens en particulier.

Enfin, on verra bien !

Mais la pièce principale, le gros morceau de ce feu d'artifices — car tout cela n'est qu'artifice — gouvernemental, c'est l'emprunt de la Défense nationale.

Pour la France forte et heureuse !

Pour la Patrie, pour l'intégrité du territoire, citoyens de droite, de gauche, voire d'extrême-gauche : lâchez-les !

Voilà qui est savamment orchestré et brillamment exécuté.

La presse donne à fond.

Toute la presse !

Des personnalités comme le président Lebrun, Jeanneney et Caillaux vont par le canal — si l'on peut dire — de la radio clamer aux quatre vents les mérites et les avantages du nouvel emprunt.

Car il y aura des avantages très intéressants pour ceux qui ont de l'argent et ne savent plus où le mettre, pour ceux qui craignent le risque d'une nouvelle dévaluation.

Une option de change garantira votre argent à tout moment et vous aurez en même temps contribué à la défense nationale !

Fermez le ban...

Tout cela ne vous a-t-il pas une petite odeur d'union sacrée, vous savez, cette petite odeur qui est comme le prélude de la grande peinture, celle que nous avons, hélas ! respirée sur les charniers de la dernière ?

Il semble que cela commence à chatouiller désagréablement nos narines.

Et rien ne laisse prévoir que les hommes soient disposés à se refuser au suprême et inutile sacrifice : après leur argent, leur peau ! — Pierre Mualdès.

PAS ÇA OU PAS NOUS !

Le gouvernement de Front populaire et d'union sacrée, qui vient de lancer un emprunt de Défense nationale pour justifier son servilisme à la cause des impérialismes, a si-

gnifié à ses préfets d'avoir à constituer dans le plus bref délai des comités départementaux chargés d'organiser la propagande pour la réussite dudit emprunt.

Jusque-là rien à dire. Mais où la chose se corse, c'est qu'on a prévu dans la composition de ces comités tous les représentants « sans distinction d'opinion et de parti politique », des élus cantonaux et municipaux, des représentants des Chambres de commerce et d'agriculture, des SYNDICATS OUVRIERS ET PAYSANS, des anciens combattants, ainsi que les autorités les plus qualifiées, « tant civiles que religieuses ».

Et l'Euvre, dans laquelle nous puisons l'information, regrette que l'on n'ait pas utilisé la formule « d'union nationale ». Tu parles !

Mais ce qui nous importe ici, c'est de savoir si réellement le concours des organisations syndicales a été formellement promis pour patronner cette sinistre comédie, et par qui ? Aux syndicats la parole !

EPURATION A REBOURS

Dans un récent numéro du *Populaire*, Amédée Dunois tonne contre « ce séminaire de réaction militante qu'est l'Ecole des sciences politiques », située rue Saint-Guil-

laume, et souligne que « l'Action Française a publié le mois dernier une adresse à Maurras signée de 350 élèves des Sciences-po, 350 jeunes hommes qui peupleront demain les administrations publiques et serviront la « Gueuse » faute de la pouvoir étranger ».

Or, « sur 124 auditeurs au Conseil d'Etat admis, en cinq ans d'affilée, 121 sortaient de la rue Saint-Guil-laume ; sur 239 inspecteurs des finances, 235... Le reste, à l'avenant ».

Amédée Dunois conclut : « M. Jean Zay a beaucoup à faire. »

Certes, mais en ce domaine comme en d'au-

tres, le gouvernement à direction socialiste recule, recule... tandis qu'il tolère l'épuration patronale s'exerçant contre les délégués ouvriers et qu'il épure lui-même, par la suppression physique, les indigènes tunisiens qui réclament du pain.

AVANT ET APRES

Le départ de Mussolini pour l'Abyssinie, mention au vent, les poings sur les hanches et l'air combien modeste, rappelle un autre Mussolini. En 1912, l'expédition italienne en Libye souleva les protestations des milieux ouvriers de la péninsule, et parmi les plus ardents à combattre cette entreprise de brigandage, se trouvait le futur Duce.

Espérons que certains Abyssins conservent encore de la haine et des bombes pour qu'il soit donné au monde de voir le spectacle d'un Mussolini d'avant guerre triomphant du Mussolini d'aujourd'hui.

DE LA MARTINIQUE EN TUNISIE

L'histoire a des redites étonnantes. Le ministère Blum qui offrait déjà tant de points de comparaison avec le cabinet Waldeck-Millerand, ce

« Front populaire » 1900, que

la bande Jaurès-Gérault-Richard avait mis sur pied, vient de s'acquiescer un titre de plus à un tel rapprochement.

Waldeck-Millerand-Jaurès avaient eu leur « Martinique ». Blum aura sa « Tunisie ». A la Martinique, en 1900, le lieutenant Kahn et l'infanterie coloniale tuaient 20 ouvriers à coups de fusil. M. Blum, en Tunisie, n'aligne pas un tableau de chasse sensiblement différent !

Dans ce temps-là, on accueillait Jaurès et ses amis, dans les meetings socialistes, aux cris de « A la Martinique ! » Il y a fort à parier que MM. Blum-Moutet ne connaîtront pas de telles irréverences.

Si Madeleine Paz a quelques berceuses coloniales à placer, c'est le moment ou jamais.

COMME AVANT !...

Nous relevons dans le *Populaire* du 5 mars l'information suivante :

« Verdurin, 4 mars (*Populaire*).

— Le camarade Rudigier

Emile, comptait 16 ans de

services au garage Rochette frères. Il était

trésorier du syndicat des métaux.

« Ses patrons l'ont mis en demeure de chan-

ger de syndicat, ce qu'il a naturellement refusé.

Il a été alors brutalement congédié.

« Les ouvriers métallurgistes de Verdurin ont

protesté, mais nous ne savons pas si ce tra-

vailleur a été réintégré.

Or, il est inadmissible que le gouvernemen-

t agisse pas en la circonstance, la loi qu'on in-

voque toujours est violée au détriment d'un tra-

vailleur, il doit agir pour que cette injustice soit

réparée. En ne le faisant pas il contribue à ac-

créditer cette opinion qu'on ne gouverne pas

contre les riches et qu'ils règnent en maîtres

comme avant le Front populaire.

Les romanichels.

Une bonne nouvelle

La marche des événements est, plus qu'elle ne l'a jamais été, favorable à la propagande de l'Idéal anarchiste et aux méthodes d'action propres à en hâter la réalisation.

Ce qui se passe en Espagne — et, plus particulièrement, en Catalogne et en Aragon — pousse les militants de toutes les organisations d'avant-garde à l'étude attentive et réfléchie des formidables problèmes de l'heure.

Je ne puis attribuer qu'à ce concours de circonstances exceptionnelles le nombre considérable de lettres qui me parviennent, de visites que je reçois, de renseignements et de conseils qui me sont demandés.

Sachant qu'espérant que « l'Encyclopédie Anarchiste » abonde en précisions, données, statistiques et indications constituant une documentation substantielle et qu'on ne rencontre dans aucun autre ouvrage, une foule de camarades me disent ou m'écrivent ceci :

« Je tiens à me procurer l'Encyclopédie Anarchiste et je crains qu'elle ne soit épuisée avant que je sois en mesure de l'acheter. Ne pourrais-tu pas me consacrer un tirage de faveur et un crédit sérieux sement allongé ? »

Je ne puis pas équitablement faire aux uns des prix et conditions de vente que je refuserais aux autres.

Après une étude approfondie et d'accord avec les amis qui s'occupent eux aussi, de la diffusion de l'E. A., nous avons décidé d'offrir aux camarades désireux de se rendre possesseurs de cet ouvrage indispensable à tous les militants les conditions nouvelles que voici :

a) Vente au comptant Fr. 440 »

b) En 14 versements mensuels (le premier, de 33 fr. et les 13 autres de 34 fr. chacun) Fr. 475 »

Livraison franco à domicile, tous frais d'emballage, d'expédition et de recouvrement à la charge de l'envoyeur.

Ai-je raison de dire que c'est là « UNE BONNE NOUVELLE » ?

SÉBASTIEN FAURE.

Devant le péril une seule solution : Renforcer l'alliance ouvrière

La C.N.T. de Madrid nous fait part dans ses numéros des 26 et 27 février de la curieuse attitude de *La Correspondencia de Valencia*, organe de l'U.G.T. Comprendant l'ardent désir des ouvriers espagnols d'arriver à créer l'Alliance ouvrière révolutionnaire proposée par la C.N.T. et F.A.I. depuis mai 1936 au Congrès de Saragosse. L'organe de l'U.G.T. exalte la révolution et l'unité ; mais, par ailleurs il essaye de faire croire que cette alliance avec la C.N.T.-F.A.I. est réellement impossible en raison de l'attitude des anarchistes. A l'appui de ses dires, il cite quelques cas de frictions entre affiliés des deux centrales syndicales. Et la C.N.T. écrit :

« Tandis que le prolétariat espagnol verse son sang, nous rappelons à Pascual Tomas à propos de certains articles de l'organe de l'U.G.T. à Madrid, qu'il faut traiter nettement le problème, tant que la C.N.T. et l'U.G.T. n'auront pas une action commune absolument fraternelle, les rivalités ne disparaîtront pas entre les deux centrales syndicales. Et plusieurs autres journaux de Madrid font une campagne acharnée ayant pour base l'esprit de parti. Pour la galerie, on lance des mots d'ordre tel que : « L'unité antifasciste », « il faut d'abord gagner la guerre », « démocratie parlementaire », « discipline », « respect au gouvernement », etc. Et cela se traduit par des abus d'autorité, opposition systématique aux initiatives. Et pour montrer que cette fois-ci ça va marcher rondement, on qualifie cela de « politique de direction » !

« La C.N.T. rappelle que cette politique

considérons cette initiative comme une erreur et comme une mesure contre révolutionnaire. C'est à la révolution elle-même à créer ses organes régulateurs ».

« Au sujet de l'armée éloignée de la politique, tous les secteurs sont unanimes à n'en pas vouloir. L'armée a toujours fait de la politique, et toujours contre le peuple. Par conséquent, l'armée doit avoir une finalité politique déterminée et ne pas être éloignée des luttes révolutionnaires qui agitent les masses populaires ». Constatons donc avec satisfaction que l'Alliance ouvrière révolutionnaire se réalise peu à peu, malgré l'obstruction de la bourgeoisie républicaine et de certains politiciens inféodés à des influences extérieures.

Toutes les manifestations officielles des organismes de la C.N.T. et de la F.A.I. sont d'ailleurs tendues vers cette unité d'action parfois mise en péril par des manœuvres tortueuses de certains secteurs politiques catalans et aussi par l'esprit étroitement centralisateur de certains membres du gouvernement de Valence.

Il y a plus de trois mois déjà que la régionale de Catalogne et la *Soli* ont préconisé l'envoi massif sur le front de Madrid de toutes les forces armées inemployées en Catalogne.

En contre-partie, la revendication constante des anarchistes était l'égalité d'armements pour tous les fronts.

Notre correspondant nous transmet par téléphone le texte d'une affiche apposée à Barcelone, au début de la semaine, par la Fédération locale des groupes anarchistes. En voici le texte :

AU PEUPLE

« Nous nous élevons contre tous ceux qui visent à une domination personnelle ;

— Contre les basses et néfastes manœuvres de secteurs irresponsables, il faut que prennent position les éléments responsables et les organismes officiels ;

— Contre ceux qui ont la mission de s'opposer à l'impulsion générale de la Catalogne, afin de sauvegarder leurs propres intérêts et légitimer ainsi l'exploitation de l'homme par l'homme ;

— Contre la tolérance des centrales syndicales, envers le mépris des dirigeants pour les volontés populaires.

Les GROUPES ANARCHISTES DE BARCELONE CRIENT :

Plus de sincérité et de bonne foi !

Plus d'armes au front d'Aragon !

Moins de cumulés rétribués !

Moins de soldes fabuleuses !

Socialisation totale des richesses et plus de volonté, afin de gagner la guerre et faire la révolution sociale !

D'autre part, la jeunesse libertaire a également fait placer une affiche qui faisait allusion à la manifestation de l'autre dimanche à Barcelone et à la nature insuffisante de l'armement en Aragon, déclare :

ALERTE ! ALERTE !

Les fascistes avancent en Aragon. Leur avance est contenue grâce au sacrifice de nombreuses vies de nos camarades désarmés qui se lancent héroïquement contre les tanks.

Certains font de la politique, alors que le front est dégarni.

Il manque des armes en Aragon ! Les avions, les fusils qui passeront dimanche à Barcelone doivent aller au front d'Aragon !

Moins de théâtre et plus d'action ! La jeunesse révolutionnaire l'exige. Nous voulons aller au front ! Nous voulons des armes !

Les Jeunesses Libertaires de Catalogne.

C'est la classe ouvrière qui a vaincu l'insurrection ; ce sont les organisations syndicales qui ont rétabli l'économie dans les provinces libérées ; ce sont les travailleurs qui versent leur sang pour arrêter l'avance fasciste ; ce sont les ouvriers qui doivent être les seuls maîtres. C'est la signification profonde du mot d'ordre lancé par le Front Révolutionnaire de la Jeunesse : « Tout le pouvoir économique aux Syndicats ».

Heures décisives

Parler ? Comment et de quoi allons nous parler ? Le problème que nous avons sur le tapis ne se résoudra pas avec des discours.

Il y a des moments dans l'histoire des peuples dans lesquels seuls les faits peuvent et doivent être efficaces.

Et aujourd'hui nous vivons un pareil moment, non seulement le prolétariat espagnol mais le monde ouvrier tout entier.

La guerre d'Espagne n'est pas une guerre de plus. A l'étranger on ne veut pas connaître la vérité sur ce qui se passe au delà des Pyrénées.

On ferme les yeux, on ne veut pas voir la vérité. Il y a plus : il semble que certains souhaitent voir le drame espagnol se terminer rapidement quitte à voir les mercenaires de Franco dominer l'Espagne entière.

Cet esprit de résignation, cette thèse conformiste doit disparaître ; de cela dépend non seulement la liberté d'une partie importante d'Europe mais encore la vie de millions d'êtres humains.

Quant on pense au peu que la classe ouvrière a fait sur le plan international pour sauver la révolution espagnole, une espèce d'angoisse et de tristesse nous envahit.

Non pas que nous négligions les amis, les frères qui, d'Europe et d'Amérique, sont venus travailler avec une véritable ardeur depuis le premier jour pour notre cause. Non, non, rien de cela. Pour eux tout notre amour loyal fraternel, sincère...

Mais écoutez bien, cette situation ne peut sauver un peuple, le délivrer des griffes fascistes. Il faut faire plus, beaucoup plus ; il faut créer cette psychose de révolte qui détermine l'action des masses dans le monde entier.

A l'union sacrée du fascisme international il faut opposer l'unité de fer, indestructible et inébranlable du prolétariat mondial.

Cela seulement peut nous sauver. Le reste ne sont que vieilles formules et sophismes de plus basse espèce.

Si le prolétariat espagnol n'avait eu à combattre contre les armées envahissantes, en ces heures le soleil de la liberté brûlerait en Espagne. Mais cela, malheureusement, n'a pu se produire. Et cela ne pouvait se produire en premier lieu par l'état de chloroformisation de l'Europe, et de plus par l'aide intense et efficace que l'Italie, l'Allemagne et le Portugal ont prêté à l'Espagne fasciste.

Résumons en disant : il est temps de réagir contre la politique impérialiste des pays européens. S'il convient à l'Angleterre, parce que de cette manière elle entend mettre ses intérêts à l'abri de possibles expropriations, de laisser le fascisme s'installer en Europe, il est de l'intérêt du prolétariat international que le fascisme soit totalement et définitivement mis en déroute en Espagne.

La situation est dans toute sa rudesse : ou le fascisme ou nous.

Où les idées de progrès et de liberté incarnées par ceux qui luttent pour l'indépendance de l'Espagne, ou le retour à la barbarie, au moyen-âge, ce qui est en définitive, le but que se sont mis en tête d'atteindre les envahisseurs du pays de Cervantès.

DAVID ANTONA.

Pour ceux qui luttent Pour les orphelins

L'étranglement de la révolution espagnole se poursuit méthodiquement, froidement calculé par les impérialismes s'étiquant fascistes ou démocratiques et qui tous craignent pour leur hégémonie, le triomphe de l'Espagne ouvrière et antifasciste.

Tandis que l'on resserre étroitement le blocus des frontières gouvernementales, le ravitaillement en hommes et en armes se poursuit avec frénésie dans le camp de Franco.

Tous les révolutionnaires, tous les hommes de cœur qui luttent pour l'affranchissement de toute servitude doivent mobiliser toutes leurs forces, toutes leurs ressources au service des victimes de la réaction mondiale.

IL FAUT REAGIR SANS TARDER

Le Comité pour l'Espagne libre lance un suprême appel à l'aide pour une solidarité active et efficace, pour la création de centres locaux qui auront pour tâche de recueillir les vivres, vêtements et médicaments et d'organiser la propagande morale et matérielle.

Voici par quels moyens pratiques nous envisageons la collaboration des centres locaux :

a) Installer une permanence, de préférence dans un endroit public ;

b) Interventions dans les meetings, réunions corporatives, etc., pour faire connaître l'existence et le rôle des comités et appeler à la solidarité ;

c) Distributions de tracts, ventes de cartes de solidarité à 1, 2 et 5 francs, mise en circulation des listes de souscription ;

d) Organisation de réunions publiques, fêtes de solidarité, etc., en faveur de nos camarades d'Espagne ;

e) Organiser des collectes sur la voie publique avec tronc, et si possible avec une voiture munie de calicots. On peut par le même moyen faire la tournée des commerçants et recueillir des dons en nature. De même sur les marchés ;

f) Insister pour l'insertion de communiqués dans les journaux locaux pour faire connaître les comités et appuyer leur effort de solidarité.

D'autres dispositions peuvent être prises que nous laissons à l'initiative des camarades et groupements.

Pour toutes ces tâches nous rappelons que nous tenons à leur disposition des mandats justifiant leur délégation, ainsi que tout le matériel de propagande : tracts, cartes de solidarité, brochures, affiches, etc., qu'ils se doivent de diffuser le plus largement possible.

Tous à l'œuvre et sans retard, il y va de notre salut à tous !

LE COMITE POUR L'ESPAGNE LIBRE,
26, rue de Crussol, Paris (17^e)
Tél. Roquette 73.96

Voir en page syndicale : le Congrès de la C.N.T. d'Aragon.

La révolution espagnole et le problème de l'État

Les privilégiés ont toujours confondu les notions de l'Etat et de l'organisation sociale en général. Depuis l'avènement de l'école marxiste, cette confusion a pénétré dans les milieux ouvriers. On comprend aisément le souci des classes dirigeantes d'identifier l'organisation étatique de la société avec l'organisation sociale, et de présenter les tentatives d'élimination des institutions étatiques comme un danger mortel pour la collectivité.

Les privilégiés sont les bénéficiaires d'un système qui, par sa stupidité, condamne 90 % de l'humanité à une existence médiocre privée des joies saines que procure le travail créateur ; donc, tout s'explique !

Quant aux dirigeants marxistes, sortis pour la plupart des milieux privilégiés de la société, ils n'ont fait que transplanter les inepties et les préjugés de leur milieu.

La foi dans l'efficacité du suffrage universel en régime capitaliste, l'instauration de l'économie mixte par voie légale, ce sont les douces utopies sous lesquelles fleurit l'arrivisme des politiciens marxistes et que la classe ouvrière paie, aujourd'hui, de son sang.

Disons, pour être juste, que les fondateurs de l'école marxiste n'avaient pas une conception précise de la notion de l'Etat. Le plus souvent ils identifient l'Etat, qui est un ensemble d'institutions bâti conformément à un principe déterminé, avec la seule manifestation d'un des attributs de l'organisme : la force organisée de coercition.

Cette fausse conception de la nature des institutions étatiques ont amené Lénine à considérer que les Soviets pouvaient servir de base à l'Etat prolétarien, sans se rendre compte que les Soviets étaient par essence antiétatiques. Kropotkine, dans son livre « Le rôle historique de l'Etat », démontre que la caractéristique essentielle des institutions c'est la hiérarchie, c'est l'irresponsabilité de l'exécutant de la fonction devant l'usager. Les anarchistes considèrent que le socialisme ne peut être basé que sur des institutions qui sont l'expression de la démocratie directe. L'exécutant d'une fonction déterminée est non seulement responsable devant l'usager, mais il peut être changé à n'importe quel moment. Ces institutions permettent au contrôle public de s'exercer efficacement et empêchent la création d'une caste parasitaire, comme

c'est le cas en U.R.S.S. Ceci n'empêche pas les institutions ainsi organisées de se servir d'une force de coercition pour défendre la société contre les forces parasitaires restant de l'ancien régime.

La révolution espagnole, où l'élément anarchiste prédomine, était appelée à démontrer, par l'expérience, que les institutions basées sur la démocratie directe sont viables.

La reconstruction de la vie sociale sur ces institutions était la préoccupation constante des militants de la C.N.T. et de la F.A.I. Il s'agit de déposséder l'Etat des fonctions sociales qu'il a enlevées à la collectivité à la suite des victoires d'une minorité de privilégiés et de parasites sur les larges masses des producteurs. Les régions où les organisations libertaires groupent la majorité de la population, cette dépossession de l'Etat est très poussée. Le fonctionnement de nouvelles institutions est souvent contrecarré par les nécessités de la guerre, mais il n'en reste pas moins que ces institutions se forment et remplacent les institutions étatiques.

La conception erronée des marxistes sur la nature des institutions étatiques les rend rétifs à toute innovation, d'où les discussions passionnées autour de l'organisation de la vie sociale, tant sur le terrain de la production que sur celui de la guerre.

Les masses ouvrières en Espagne, guidées par leur instinct de classe, comprennent les mots d'ordre de la F.A.I. et de la C.N.T. et forgent les institutions de self-government. L'Etat se trouve ainsi presque éliminé du contrôle de la production, du transport, etc.

La rentrée des anarchistes au gouvernement de Largo Caballero a été présentée par beaucoup de gens comme une faillite des idées anarchistes. Ces critiques ont oublié de remarquer que le gouvernement Caballero ne ressemble pas au gouvernement Blum, ni au gouvernement Staline. Il a subi le contre-coup des changements profonds dans la vie sociale de l'Espagne, où les institutions étatiques sont éliminées petit à petit et remplacées par des institutions nouvelles qui, le plus souvent, échappent au contrôle du gouvernement.

Lorsque ces institutions prendront en main toute la vie sociale en Espagne, l'Etat et son gouvernement auront vécu.

CHARLES ROBERT.

Après le meeting de jeudi

La criminelle duperie du blocus

Notre intention première qui nous avait déterminés à prendre l'initiative de ce meeting était qu'il fut le point de départ d'une action d'envergure exercée dans la rue. Nous avions reçu les propositions et les concours de différentes organisations dont certaines, malheureusement, nous ont fait défaut pour ce prolongement indispensable de l'agitation par meetings qu'était l'action de rue.

S'il perdait ainsi une notable part de son sens, ce meeting a eu au moins le mérite d'être en somme la seule et unique protestation publique du prolétariat parisien contre cette énorme trahison du blocus.

Rous souligna, au nom du P.O.I., que cette odieuse politique ne correspond en rien aux désirs des masses mais bien à ceux des capitalistes internationaux, qu'ils soient « démocrates » ou fascistes.

Weil-Curiel, qui parlait pour la G.R. à la place de Marceau Pivert, dénonça l'insuffisance de la protestation ouvrière internationale.

Après lui, Fourier, du C.A.S.P.L.E., rappela opportunément, alors qu'on tente de rattacher l'action sociale de l'Espagne antifasciste, qu'il s'agit bien là-bas d'une guerre révolutionnaire et que c'est d'ailleurs la sa force, définie d'ailleurs excellentement par Durruti quand il disait que la révolution est inséparable de la guerre.

Gorkin au nom du P.O.U.M., affirme avec force que le peuple espagnol ne veut pas de la démocratie bourgeoise. « Nous ne capitulerons pas, dit-il, devant les impérialismes étrangers, et nous ne permettrons pas que l'Espagne devienne une colonie de l'Italie, de l'Allemagne, et même de l'U.R.S.S., car l'Espagne révolutionnaire doit puiser en elle-même la substance de son régime social.

Ferrat, du groupe « Que Faire », fait remarquer que le blocus est une duperie jumelle du contrôle dont les Etats fascistes se moquent éperdument, et il cite en témoignage le « Diario de Noticias » de Lisbonne qui n'hésitait pas à dire cyniquement « que les 130 contrôleurs britanniques commis par le Comité de Londres à surveiller la frontière portugaise, auront surtout le droit de regarder passer les armes de Franco !

Notre ami Ridet pour la J.A.C., précise que maintenant les masques sont tombés, qu'il cachait le vrai visage des démocraties. Il faudrait une poussée révolutionnaire pour que les masses ouvrières, si promptes à s'ébran-

ler pour une égratignure à un président du Conseil, descendant dans la rue pour la cause du peuple espagnol.

La paix de la bourgeoisie, dit-il avec force, nous nous en foutons. Ce que nous devons souhaiter, c'est la ruine de la bourgeoisie, de notre propre bourgeoisie, et le triomphe du prolétariat international !

Ziromsky parle à son tour et dénonce les combinaisons de chancellerie qui tendraient à une médiation qui annulerait les conquêtes révolutionnaires.

Enfin notre camarade Antona, au nom de la C.N.T. et de la F.A.I., avec cette éloquence magistrale que nous lui connaissons, rappelle le long passé de solidarité internationale du prolétariat français : les affaires Ferrer, Sacco-Vanzetti, Ascaso-Durruti-Jover, et termine en lançant au prolétariat parisien, un vibrant appel, pour renouer aujourd'hui avec cette tradition par trop relâchée hélas !

Avant Brockway, député de l'Indépendent Labour Party, qui parle en anglais, notre ami Huart, pour le Comité et pour l'U.A., rappelle que les différents groupes capitalistes ont réalisé leur front unique, malgré leurs mortelles contradictions, parce que nos camarades espagnols ont prouvé par les faits qu'il était possible de s'opposer victorieusement aux entreprises les plus violentes de l'autorité et de construire, au milieu des pires difficultés et en dehors de toute direction étatique ou politique, une économie libre et de meilleures relations sociales...

Action à l'usine, action à l'intérieur des syndicats, action dans la rue, tout doit être tenté pour venir en aide à nos frères d'Espagne car leur engagement serait celui de nos libertés et de nos plus chères espérances !

Faucier qui présidait, lut pour finir l'ordre du jour suivant adopté à l'unanimité :

Les travailleurs parisiens répondant en foule à l'appel des groupements révolutionnaires pour affirmer leur solidarité à l'égard des héroïques combattants révolutionnaires d'Espagne,

S'élèvent énergiquement contre le blocus honteux organisé par les impérialismes coalisés pour paralyser la révolution espagnole.

S'engagent à soutenir ardemment les efforts des organisations ouvrières et révolutionnaires en vue de manifestations plus larges et notamment d'une manifestation de rue qui affirmera la volonté ouvrière de voir cesser l'étranglement de l'Espagne antifasciste.

Se séparent aux cris de :

A bas le blocus qui écrase l'Espagne ouvrière en lutte pour sa libération !

Vive la solidarité ouvrière internationale !

Vive la révolution espagnole, prélude de la révolution mondiale !



du bourgeois qui parle, commande, et du travailleur qui exécute est finie en Espagne. « Nous ne porterons pas cette sous-esse fasciste même teintée de rouge et rose la « direction politique d'un seul parti ».

De son côté le « Bulletin d'Information » de la C.N.T.F.A.I. du 3 mars nous fait part que l'unité révolutionnaire est réalisée sur tout le front d'Aragon. Les Fédérations des provinces de Saragosse, Huesca, Teruel pour l'U.G.T. et le comité régional d'Aragon, Rioja et Navarre pour la C.N.T. se sont mises d'accord pour la collectivisation des terres ; la C.N.T. et l'U.G.T. aideront et stimuleront les collectivités librement constituées.

Le même accord est réalisé déjà sur le front des Asturies.

Il faut mentionner que les secteurs antifascistes qui ont conclu ces accords entre U.G.T. et C.N.T. se mettent à la disposition du gouvernement de Valence, tout en signifiant ce qui a toujours été dit : « Nous faisons la guerre et la révolution ».

La question catalane sera traitée séparément, puisqu'elle ne peut être séparée du récent congrès de la F.A.I.

Ajoutons que nos camarades s'élèvent (*Soli* du 4 mars), contre la création d'un corps unique de sécurité par la généralité. Une fois de plus les « révolutionnaires » de la Généralité commettent la faute des démocraties : créer une police éloignée de toute idée révolutionnaire, comme celle de l'armée neutre. Quelle utopie !

« Nous spécifions d'ores et déjà que nous



Le défilé des milices ouvrières, dimanche 15 mars, à Barcelone.



Un des petits échappés à la horde fasciste. Rensez à eux...

LES IDEES ET LES FAITS

DE LA REPRISE A LA PAUSE

Le monde économique montre des signes indiscutables de reprise. Il se peut que des millions d'êtres sous-consomment, et que la misère touche de plus près le monde ouvrier. Il n'en reste pas moins que les stocks s'épuisent sans le secours de la destruction, que les prix de gros montent en flèche, que les matières premières se raréfient, que les chantiers et les ateliers s'organisent pour la course à la production et que là où le régime politique donne des gages de bien-séance à la bourgeoisie, l'argent se précipite à son tour dans le cycle de la production.

Les premiers pays touchés par la crise se redressent peu à peu. L'Amérique, pays neuf aux expériences financières, se soulève la première sur le plan de l'économie dirigée. L'Angleterre donne au monde le coup de fouet économique de son réarmement. Les monstrueux crédits de guerre votés par son gouvernement appellent la production industrielle à un redressement incomparable. Son charbon et son acier ne suffisent plus à sa gloutonnerie de réarmement. Ces produits sont dédouanés, et malgré cela, la demande est telle que les prix accusent une poussée vertigineuse, rétablissant la marge bénéficiaire tuée par la somnolence des achats.

L'Allemagne accusait depuis un certain temps la même poussée. La France, enfin, entre dans le jeu avec une vigueur nouvelle qui fait craindre un tel déséquilibre de la balance commerciale, que la monnaie nationale serait de nouveau menacée.

Le monde entier voit les capitaux s'engager dans la course industrielle. Mais ici, la France se trouve dans l'incapacité de mettre ses capitaux au diapason de la poussée mondiale. Les capitaux français, loin d'opérer leur mobilisation, s'immobilisent ou s'investissent à l'étranger. La bourgeoisie française, lorsqu'elle se met à la hauteur de la reprise, en fait bénéficier une économie libérée de la tutelle du prolétariat des grèves de juin. Ou bien elle attend patiemment que les besoins de l'industrie française soient si criants qu'ils déterminent un revirement de la politique du Front populaire français.

C'est de la nécessité de rétablir cet équilibre entre les besoins multipliés de l'industrie et les ogres restreints de la finance et de l'épargne, qu'est née la fameuse pause de Léon Blum.

Où bien le gouvernement Blum établissait en France une autarchie économique de fait, et se permettait intérieurement toutes les audaces politiques, ou bien il jetait bas les dernières fortifications sociales et se lançait dans la course mondiale, à la suite de l'Amérique et de l'Angleterre. La dévaluation avait posé les premiers jalons de la route qui sera désormais suivie : la France rétablira les libertés économiques de la bourgeoisie, et elle participera au réveil économique international, abstraction faite de la composition politique de son gouvernement et de la volonté des masses qui l'ont hissé au pouvoir.

C'est pourquoi la bourgeoisie a obtenu sa prime intégrale de vol sur l'or exporté ou thésaurisé.

C'est pourquoi la finance française obtient l'assurance qu'il ne sera plus procédé à une dévaluation de la monnaie après qu'on eût donné à l'industrie l'avantage contraire et réarmé le courant de libéralisme économique. C'est pourquoi la défense nationale passera au premier plan des préoccupations gouvernementales, et que l'argent de l'emprunt ne sera pas « gaspillé » à des œuvres sociales, mais ira tout entier au renforcement du compétiteur français dans la course internationale. C'est pourquoi, enfin, tout essai de socialisation intérieure par l'augmentation du pouvoir d'achat des masses laborieuses et de limitation du profit, sera rigoureusement banni. Ces trois points constituant toute l'exigence de la bourgeoisie dans tous les domaines, le capital français étant assuré d'avoir sa part à la curée économique, on peut dire bourgeoisement que la crise française est finie.

QUI PAIERA LA REPRISE ? LES PAUVRES

Le patronat français par la bouche de Gignoux a promis son appui à la N.E.P. de Léon Blum. Les banques, de leur côté, feront bon accueil à l'emprunt. La bourgeoisie épargnante, rassurée par la clause d'option de change (garantie contre de futures dévaluations) ne peut que bien accueillir l'emprunt. La presse est unanime à féliciter la mise au pas du Front populaire, et nul ne songe plus à le renverser, pas même à l'étayer. L'avortement du prolétariat et des classes moyennes marchera bien droit sur ses deux béquilles : d'un côté, le capital satisfait ; de l'autre, le prolétariat abusé que la trahison des partis politiques met dans l'incapacité momentanée de réagir et de retirer au gouvernement son appui.

Les fonctionnaires, par la bouche de leurs représentants syndicaux, acquiescent aux économies nécessaires et au suicide de leur mouvement. La métallurgie, le bâtiment, la mine, les employés rapportent des antichambres les miettes malpropres de leurs revendications. L'indice du coût de la vie dépasse les revalorisations de salaire les plus sensibles. Aux Etats-Unis, en Angleterre, en Allemagne, en Belgique, en France, le pouvoir d'achat des masses est compromis et se retrouvera sous peu bien au-dessous du niveau de juin.

Ainsi se paie la reprise. En France, le syndicalisme ergote encore à la recherche de compromis avec les classes moyennes, sans voir qu'une reprise, même momentanée, rejetera ces classes moyennes dans les bras du capital, contre toute revendication prolétarienne. Et pourtant, les grèves de juin sont passées là. Qu'en reste-t-il ? Economiquement, rien. Politiquement, une expérience de la force prolétarienne qui ne sera pas inutile. L'expérience Blum, disons-nous à deux béquilles. La confiance bourgeoise et l'apathie prolétarienne. C'est cette seconde qu'il faut lui arracher. Et si le prolétariat sait reformer dans la confiance en lui-même, son programme et son organisation de classe, nous reverrons encore et définitivement, cette fois-ci, l'économie d'action directe des grèves de juin.

Luc DAURAT.

Union sacrée au pied du "Mur d'Argent"

(Suite de la première page)

L'Angleterre, par ailleurs, est disposée à récompenser la docilité dont son loyal soldat continental fait preuve vis-à-vis d'elle dans les affaires d'Espagne. Elle n'est pas fâchée non plus d'étendre sur lui, à la faveur de ce nouveau service, une emprise qui ne peut qu'être profitable à sa politique extérieure, tant vis-à-vis de l'Allemagne que de l'inquiétante Italie impériale à laquelle elle n'a pas pardonné la conquête de l'Ethiopie.

Tel est du moins ce que peuvent comprendre ceux qui savent lire entre les lignes dans les discours radiodiffusés de Blum. « L'émigration des capitaux est un fait, confessa ce dernier. On peut s'efforcer d'y mettre un terme par la coercition et l'exemplarité, mais on entre alors dans un système de contrôles et de contraintes qu'il n'est pas possible de limiter à son gré et que, par-dessus toute autre raison, le gouvernement juge incompatibles avec les affinités et les nécessités de sa politique internationale. »

Mais, pour que les banques de la Cité et de Wall Street investissent ainsi en France des capitaux dont la politique rooseveltienne et les usines d'armement anglais absorbent de larges fractions, il leur faut des garanties plus importantes que, par exemple, les recettes des chemins de fer français.

Ces garanties, ce sont l'option de change, et surtout le tournant libéral et bourgeois du Front populaire.

Finie le « gaspillage ! » Finie la réflexion ! Taxis le pactole hypothétique des grands travaux et le fleuve de la démagogie sociale.

L'épargne française rassurée, les capitaux patriotiquement exportés et tout frileux peuvent venir maintenant couronner l'opération faite sous la toute-puissante égide du veau d'or anglo-saxon.

De deux choses l'une.

Où, effectivement, la finance anglo-saxonne — espoir suprême et suprême pensée, à cette heure, de l'impérialisme français en général et de Blum en particulier — s'engage dans l'affaire et souscrit largement à l'emprunt, ou elle se réserve de caution publicitaire à Blum auprès de notre bourgeoisie.

Où elle appuie le jeu d'une mise réelle, ou elle se prête au bluff de Blum.

Dans le premier cas (à l'heure où paraîtront ces lignes nous serons sans doute fixés), l'opération réussit, et Blum, ayant perdu pour vivre toutes les raisons « Front populaire » de vivre, voit s'éloigner de lui pour de longs mois le spectre de l'étranglement financier.

Dans le second, après une brève période d'euphorie, la manœuvre est parée à jour. Les capitaux français qui, alléchés, ont marché, plus ou moins, réintègrent leurs retraites. Leurs possesseurs se fâchent. Blum, Poincaré à la manœuvre, tombe.

Il tombe certes. Mais en beauté. Il tombe « à gauche », victime du « mur d'argent » et de la félonie bourgeoise.

Il tombe parmi les larmes et les soubres d'admiration de tout ce que le parti socialiste et le parti communiste comptent de jobards.

Et alors, en avant pour l'unité organique de la S.F.I.O. et du P.C. ! En avant pour la cure d'opposition nouvelle manière et la démagogie extrémiste sur le « gouvernement ouvrier et paysan ».

Hypothèse peu probable, étant donné l'état des antagonismes impérialistes et la marche à la guerre qui font d'un Blum « socialiste », ni « contrit » ni « repent » — mais incarnant comme Poincaré l'âme française et le franc — le président du Conseil idéal pour notre impérialisme en 1937.

JEAN BERNIER.

CONFERENCE AVEC FILMS

sous la présidence d'Emilienne Durruti

Orateurs : Ridel, Frémont, Carpentier.

Jeudi 18 Mars

COLOMBES, à 20 h. 30, Salle du boulevard Valmy.

REUNION PUBLIQUE ET CONTRADICTOIRE

Contre la guerre qui vient

Orateurs : Coudry, Frémont, Lucie Colliard.

Vendredi 19 Mars

PARIS - XVII^e (Front Révolutionnaire), salle de la F. Nationale des Combattants Républicains, 16, rue des Appennins.

GRAND MEETING

Contre le blocus des frontières d'Espagne

Orateurs : Frémont, Coudry, orateurs parti-socialiste du P. O. I., des J. S. et J. S. R.

Dimanche 14 Mars

STAINS, à 14 h. 30, salle du Va et Vient au Globe, boulevard Maxime Gorki.

CONFERENCE PAR LA CHANSON

Charles d'Avray dans ses œuvres, Henri Guérin dans les œuvres de Gaston Couté. Allocation par le camarade Frémont.

Dimanche 21 Mars

MARSEILLE (Groupe Germinal) à 15 h., 18, rue d'Italie.

MATINEE ARTISTIQUE SUIVIE DE BAL

Tous les copains s'y donneront rendez-vous pour assister à l'inauguration de notre siège.

Jeunesse Anarchiste Communiste

Vers la guerre

Pendant longtemps les partisans de la Défense Nationale et les propagandistes de la croisade des démocraties contre les dictatures ont dénoncé les mesures appliquées en Allemagne comme une preuve de la volonté de guerre de Hitler : ils se sont servis de la préparation hitlérienne comme d'un épouvantail permettant de faire admettre toutes les décisions propres à transformer la France en une nation préparée et prête à la guerre.

Le résultat est net aujourd'hui, notre deux pays, pacifique et républicain, possède un appareil militaire formidable et tout est mis en œuvre pour que moralement et techniquement la nation française soit à même de faire face aux obligations d'une guerre mondiale.

La loi des deux ans dont seuls parlent encore quelques organisations de jeunes pour la combattre apparemment permet à l'Etat-Major de disposer d'une couverture de troupes permanente, suffisant à assurer les premières mesures de défense ou d'attaque pendant la mobilisation générale. Les plans de mobilisation industrielle sont au point et la plupart des usines de métallurgie ou de produits chimiques sont depuis longtemps informées quant au rôle qu'elles auront à jouer dans la future guerre.

Les travaux de fortifications dans la région de l'Est sont quasi terminés et des milliards nouveaux viennent payer tous les frais occasionnés par l'organisation de la défense des intérêts de l'impérialisme français.

Sous le fallacieux prétexte de répondre aux préparatifs de guerre de l'Allemagne, la France est aujourd'hui une nation des mieux outillées en matériel de guerre, un des pays les mieux armés. Quelques facteurs manquent encore cependant pour parachever la besogne de bourrage de crânes indispensable pour disposer d'une population rendue docile, consentante et entraînée. Le projet du député radical Dézarnauds est l'élément de cette lacune.

La loi proposée tend d'une part, à rendre obligatoire la préparation physique — lire pré-militaire — de la jeunesse de 6 à 18 ans et d'autre part à rendre légale l'éducation militaire proprement dite de 18 à 20 ans.

En termes plus simples, à militariser complètement la jeunesse et à porter sous une forme anodine le service de deux ans à quatre ans.

Ce projet nous semble d'autant plus dangereux, que, s'il est réalisé intelligemment par la bourgeoisie, il pourra présenter cette préparation militaire sous une forme agréable, sous la forme « sport ».

Spontanément le travailleur de 20 ans s'insurge contre le service en caserne, il réagit contre l'abrutissement des locaux militaires, et contrairement à ce que l'on pourrait croire, la caserne est souvent la meilleure alliée de la propagande antimilitariste. Mais le fait de se rendre sur une plaine de manœuvres, sur une plaine de sports pour apprendre à tirer à la mitrailleuse ou au fusil, pour se développer physiquement par l'éducation et la gymnastique, présentera un certain attrait pour la jeunesse désaxée et démoralisée de notre époque.

Il faut donc absolument se dresser contre le projet Dézarnauds comme préparant la guerre et comme voulant faire accepter la guerre par la jeunesse laborieuse.

Sur qui pouvons-nous compter pour combattre ce projet ?

Certes pas sur la réaction et les fractions fascistes qui se frottent les mains de voir un gouvernement de Front Populaire appliquer une politique d'Union Nationale.

Certes pas non plus sur la majorité exprimant l'avis du Rassemblement Populaire puisque c'est un de ses membres, fort probablement en accord avec les groupes de « gauche » qui présente et défend le projet de loi.

Liée par le pacte franco-soviétique, et désireuse de s'attirer la confiance de l'impérialisme anglais, la Jeunesse communiste ne mena aucune campagne véritable contre cette préparation à la guerre. Le drapeau tricolore doit être défendu !

De même de larges couches de la Jeunesse Socialiste à la remorque de Blum dont elles ne veulent pas « contraindre l'expérience » ne réagissent que mollement et pour le principe.

Que reste-t-il alors ? Il reste tous les jeunes travailleurs, ceux que nous ne voulons pas confondre avec leurs somnolents représentants.

Il reste de nombreux militants communistes et socialistes qui en ont de plus en plus marre d'exécuter et de défendre malgré eux des positions qui ne correspondent plus à leurs désirs ni à leurs convictions personnelles.

Il reste la Jeunesse Anarchiste Communiste qui s'est élevée dès le début contre toutes les mesures préparant la guerre, qui s'est élevée contre les deux ans et qui entend continuer la lutte en rassemblant autour d'elle toutes les volontés pacifistes et révolutionnaires.

Quels mots d'ordre peuvent rassembler l'ensemble de ces jeunes qui refusent à participer à la guerre, en temps de paix comme ils se refusent à participer à la guerre lors du prochain conflit ?

C'est d'abord croyons-nous, en intensifiant l'agitation anti-guerre sur le seul mot d'ordre véritable : refus de marcher lors de la prochaine boucherie, quels que soient le motif et le prétexte invoqués, quels que soient les antagonismes en présence.

Nous nous séparons par la des JSR trotskystes qui, cafoûtent désespérément sur la question soviétique et de la défense du Seul-Etat-Proletarien dans lequel les ouvriers ont tout juste le droit de ne rien dire et de ne rien gérer, mais bien de travailler beaucoup plus et d'être payés beaucoup moins dans le régime capitaliste.

Il faut se lier intimement avec les travailleurs sous les armes et les faire participer à la lutte de classes qui se continue dans le civil.

Il faut dénoncer par une propagande incessante les véritables responsables de la guerre qui vient : les impérialismes rivaux, pauvres ou riches, fascistes ou démocratiques.

Répons-le, pour nous, la lutte antimilitariste est intimement liée à la lutte révolutionnaire, et c'est comme militants révolutionnaires que nous empêcherons l'application du projet de loi Dézarnauds.

Sur cette base et dans cet esprit, nous appelons les organisations de jeunesse à combattre en commun pour rendre plus forte et plus efficace notre action contre la guerre, sauvegarde de l'indépendance du prolétariat, préparant à l'insurrection ouvrière.

RIDEL.

Les étudiants libertaires contre la militarisation de la jeunesse

On a reparlé ces temps-ci du fameux projet tendant à rendre la préparation militaire obligatoire à partir de 18 ans.

En tant qu'étudiants nous avons doublement le droit de protester contre une telle mesure.

Tout d'abord nous nous souvenons de la lutte que nous avons menée lorsqu'on nous a imposé deux ans de Préparation Militaire Supérieure. Nous avons dû céder, mais nous ne nous tenons pas pour battus, et même, lorsque le Front Populaire est arrivé au pouvoir, nous formons l'espoir qu'il nous débarrasserait d'obligations aussi vexatoires qu'inutiles. Or le projet Dézarnauds ferait commencer cette préparation militaire dès 18 ans pour qu'elle se

prolonge ensuite jusqu'au moment de notre service militaire que nous faisons vers 25 ans environ. On nous faisait payer bien cher le sur-sis d'incorporation auquel pourtant nous avions droit : maintenant il nous coûtera plus cher encore. En tant qu'étudiants, nous nous élevons donc contre ce projet.

Mais nous luttons aussi aux côtés de tous les autres jeunes. Nous ne voulons d'aucune militarisation de la jeunesse : les hommes politiques, les partis « patriotes », tous ceux qui veulent une armée forte sous prétexte de Défense Nationale, sont en même temps des gens qui ne se battent plus en temps de guerre par suite de leur âge. Ce n'est donc pas à eux de disposer de nous. D'ailleurs, si l'on le droit de nous imposer ce service militaire ? On prend bien la précaution de ne nous donner aucun droit avant de nous avoir fait subir cet asservissement ; et lorsque nous pouvons manifester notre opinion par le moyen d'un bulletin de vote, alors on prend bien garde de nous faire oublier ce qu'on nous a fait subir. Le service militaire obligatoire est la plus crânie injustice des vieux envers les jeunes ; ils nous envoient nous battre pour eux au nom d'un idéal bourgeois, pour un pays où il ne nous ont laissé aucun droit. Rien que des devoirs, pas de liberté, voilà notre situation.

Or, ce service militaire, sous quelque forme que ce soit, nous ne le devons que le jour où nous l'aurons librement consenti (d'ailleurs, nous ne le consentirons jamais : il le savent bien). Nous ne sommes pas battus : la lutte ne fait même que commencer et nous la conduirons jusqu'au bout. Et si le gouvernement met en question de nouveaux projets militaires, qu'il sache qu'il trouvera tous les jeunes devant lui ceux-ci lui répondront en remettant à leur tour tout en discussion, même le principe du service obligatoire. Par tous les moyens nous nous engageons à lutter, même, et surtout, par la force.

Nous, étudiants, nous prenons à cœur de tenir le premier rang dans la lutte antimilitariste. Nous serons tous unis : déjà les étudiants socialistes nous ont devancés en adressant une lettre de protestation aux ministres intéressés. Nous sommes entièrement d'accord avec eux pour la question qui nous occupe et nous souhaitons voir bientôt se former au Quartier Latin un vaste Front Révolutionnaire des Etudiants d'où tous les laches seront exclus et qui mènera la lutte jusqu'au bout.

Les Etudiants Libertaires.

Le Groupe d'études anarchistes.

CONVOICATIONS

Union des J.A.C. de la Seine, Commission d'Initiative. — Réunion lundi 15, à la permanence, 9, rue de Bondy. Tous les groupes devont être représentés.

IX^e. — Tous les jeudis, à 20 h. 30, 92, rue des Archives.

V^e. — Tous les jeudis, à 20 h. 30, avec l'U.A., 32, rue Breca.

VII^e et VIII^e. — Un groupe est en formation. Se référer au prochain communiqué. Pour les adhésions, écrire à Escabas au « Libéraire ».

IX^e. — Avec le groupe de l'U. A.

X^e. — Tous les mardis à 20 h. 30, 17 bis passage Hébrard, café Gauthier.

XI^e et XII^e. — Pour décision à prendre en commun, les jeunes se réunissent momentanément avec le groupe U. A. Pour les adhésions, écrire à Raymond Le Loch, 154, fig Saint-Antoine.

XIII^e. — La réunion est remise en raison de propositions faites par des membres des J.C. démissionnaires, désirant adhérer à notre groupe.

XIV^e. — Réunion tous les lundis, à 20 h. 30, salle Papillon, 36, rue de Vanves. Un camarade de l'U. D. sera présent à la réunion du 15.

XV^e. — Tous les vendredis chez Jourdan, 69, rue de la Convention. Des militants des J.S. devant adhérer au groupe, un camarade de l'U. A. fera une causerie sur l'anarchisme social.

XVI^e, Boulogne-Billancourt. — Tous les mardis à 20 h. 30, chez Cuvillier, 50, avenue des Moulineaux, Billancourt.

XVII^e. — Avec le groupe U. A.

XVIII^e. — Tous les mercredis, à 20 h. 30, au Sans Souci, 100, rue Ordre.

XIX^e. — Tous les mardis à 20 h. 30, salle Quélennec, 70, rue de Flandre.

XX^e. — Avec le groupe de l'U. A.

Pour les adhésions, écrire à Barzangette André, au « Libéraire ».

Lycéens Libertaires. — Réunion jeudi 18 mars, maison Maçon, 10, rue de l'Arbaleste, métré Censier-Daubenton, à 15 heures précises. Présence indispensable.

Etudiants Libertaires. — Un groupe fonctionne le samedi après-midi au « Lib », pour les adhésions.

Aulnay-sous-Bois. — Réunion du groupe tous les vendredis à 20 h. 30, salle Delrieu, 10, rue Jules-Simon (angle de la rue d'Amiens).

Bobigny. — Tous les samedis, à 20 h. 30, salle Duvernois, place Carriot.

La Courneuve. — Tous les mardis, salle de la Renaissance, 107, route de Flandre à 21 h.

Colombes. — Tous les vendredis au « Bar Columba », 56, rue de Saint-Denis.

Gennevilliers. — Tous les vendredis à 20 h. 30, 90, rue Saint-Denis.

Levallois-Perret. — Tous les samedis, à 21 h., 69, rue Marius-Aufan, au café.

Livry-Gargan. — Tous les vendredis, à 20 heures 30, au siège, 44, avenue Montgolfier.

Montreuil. — Tous les jeudis à 20 h. 30, salle de la Coopérative, rue de l'Eglise. Appel à tous les sympathisants.

Nogent. — Tous les jeudis à 21 heures, chez Barreau, 90, Grande-Rue.

Pré-Saint-Gervais. — Attention ! Changement de jour.

Réunion tous les mardis à 21 heures, 49, rue de la Cristallerie.

Chambéry. — Pour la formation d'un groupe, s'adresser à Bisset Marcel, 5, rue de la Métropole, Chambéry.

Montpellier. — Réunion tous les mercredis à 20 h. 30, au « Bar de l'Université ».

Lyon. — Le groupe J. A. C. se réunit tous les jeudis au siège de l'U. A. (fédération Lyonnaise), 212, rue de Créquy.

Saint-Henri-Vallée-de-Séon. — S'adresser au camarade Couissinier fils, 85, rue Rabelais, St-Henri.

Marseille. — Pour tout ce qui concerne le groupe J. A. C. de Marseille et environ, s'adresser au camarade Claude, 178, cité Loucheur, Saint-Pierre.

Alger. — Pour le groupe écrire à André Vallant, chez Mme Yvonne, 8, rue Berthelot, Alger.

Il est rappelé aux secrétaires des groupes qui désirent que leurs communiqués paraissent dans cette rubrique, qu'ils doivent les envoyer Ringuas au « Lib ».

La J. A. C. vient de rééditer un important matériel : papillons antimilitaristes au prix de 2 francs le cent, huit textes différents ; une brochure d'actualité très documentée, au prix de 1 fr. : « La Révolution Espagnole et l'Impérialisme ».

Réclamer les affiches « L'anarchisme... voilà l'ennemi » au prix de 0 fr. 25 pièce, 30 francs le cent.

Pour les règlements, utiliser le compte chèque postal : Paris R. Caron 963-75.

LIBRAIRIE DU TRAVAIL

COOPERATIVE OUVRIERE D'EDITION
17, rue de Sambre-et-Meuse

Cheque postal : Paris n° 43-08.

Téléphone : Combat 08-02.

Pour lutter efficacement contre la guerre il faut savoir comment fut préparée et menée celle de 1914-1918 qui devait être la « dernière ».

VIENT DE PARAITRE :

dans la collection Etudes et Documents :

Le Mouvement ouvrier pendant la guerre (De l'Union Sacrée à Zimmerwald), par Alfred Rosmer... 45 »
Un Livre noir. Diplomatie d'avant-guerre et de guerre d'après les Documents des Archives russes. Correspondance d'Iskovsky et de Beckendorf. Rapports de Sazonov, Nekouzof et Kokovtsev, 6 volumes in-8... 150 »
La vénalité de la presse, d'après les Documents des Archives russes. Correspondance Raffalovitch M. Poincaré et la guerre de 1914, par Gustave Dupin... 25 »
Le règne de la bête, par G. Dupin... 9 »
Les preuves. Le crime de Droit commun. Le crime diplomatique, par Mathias Mornard... 15 »
L'Angleterre a voulu la guerre... 5 »

Les savants américains devant le problème des origines de la guerre, par la Société d'études documentaires et critiques sur la guerre, préface de Mathias Mornard... 4 »
Le film 1914, dessins, par Lucien Laforgue... 15 »
Les temps maudits, par Marcel Martinet... 6 »
La muse de sang, par Marc Larrey-guy de Civrieux, préface de R. Rolland... 3 »
Lettres de la prison, par Rosa Luxembourg... 5 »
L'éponge de vinaigre, par Raymond Lefebvre... 3 »
Le fusillé, par Blanche Maupas... 10 »
A propos de la guerre qui vient... 10 »
Conférence sur les responsabilités de la guerre, par Gustave Dupin... 2 »

Le colis de 21 volumes, dont la valeur marchande est de 324 francs, peut être fourni franco au prix spécial de 200 francs, versés au chèque postal n° 43-08 à Paris, Librairie du Travail.

Il peut également être payé en quatre versements : 65 fr. à la commande et 3 traites mensuelles de 50 fr.

(Ces volumes peuvent être fournis séparément avec réduction de 20 % à partir de 50 francs.)

Réunions et Conférences de la semaine

Jeudi 11 Mars

PARIS XVII^e-St-Ouen, à 21 heures, Restaurant, 100, rue Cardinet (salle du fond).

CONFERENCE PUBLIQUE ET CONTRADICTOIRE

Menaces de guerre sur le monde

L'humanité en danger

PARIS-BANLIEUE

RECOMMANDATION
IMPORTANTE

Nos correspondants de cette rubrique sont avisés que toute communication qui nous parviendra après le lundi midi sera remise à la semaine suivante.

PARIS 5^e ET 6^e

Les camarades du groupe et les sympathisants sont avisés que les réunions du groupe sont reportées du jeudi au mercredi de chaque semaine. Pour les sympathisants tous les derniers mardis de chaque mois.

La librairie fonctionnant toujours tous les dimanches matins au « Bout du Monde », 2, rue Broca, bas de la Mouff.

Le Secrétaire.

PARIS-9^e

Sous l'égide du groupe anarchiste, le groupe d'études libertaires « Francisco Ferrer » du 9^e a entendu dans une causerie émouvante le camarade Yvon sur le sujet suivant : « Les classes sociales au U.R.S.S. ». Notre camarade a touché à un aspect particulier du problème des classes sociales en U.R.S.S., du paysan kholkosi en prolétaire de l'usine, des employés aux « technocrates » directeurs ingénieurs ; c'est un exposé clair, précis, « en pièces détachées », pourrait-on dire, qu'il a fait devant un auditoire attentif.

Il montra le rôle du « dictateur Staline » qui, d'après lui, s'isole après la boucherie des vieux bolcheviks et dont le « pouvoir politique » s'avère comme étant un pouvoir artificiel, sans liaison avec le vrai pouvoir détenu par la « bureaucratie technocratique » exerçant la dictature économique sur le prolétaire.

Yvon nous a démontré que bon nombre de « pèlerins », malgré leur bonne foi, certains dans bien des cas, n'ont rien compris de l'âme slave et de la nouvelle éthique soviétique.

La misère extrême des paysans et ouvriers, la disproportion énorme entre les salaires d'un ouvrier qualifié et les émoluments princiers de ceux « qui ont fait de plus grandes études », la rationalisation stakhanoviste, la police, l'armée, l'éducation de la jeunesse, le culte du chavinsisme patriarcal et foncierement national, la liberté du peuple emprisonné dans ses frontières, la culture philosophique des pays bourgeois censurée, arrêtée à la frontière. Et ce n'est qu'un aspect du drame social du « Paradis Soviétique » qu'Yvon a brossé dans cette causerie.

F. Beaudes.

PARIS-14^e

Appel à la solidarité

Nous demandons à tous les camarades antifascistes de l'arrondissement de bien vouloir nous apporter tout ce qu'ils pourront pour nos camarades miliciens espagnols.

Ils ont besoin de tout, mais tout particulièrement de vivres, de vêtements chauds, de chaussures et de médicaments. Aussi, camarades, ne perdez pas de temps, et apportez-nous le maximum à notre Comité local, 13, rue Sauvageot. D'avance, merci !

PARIS-18^e

Nous sommes en possession d'une circulaire envoyée à ses adhérents par le Mouvement populaire Paix et Liberté du 18^e. Le secrétaire de ce « mouvement » nous informe que ses membres ne pas répondre aux convocations qu'ils pourraient recevoir en vue de la constitution du front révolutionnaire qui n'est « qu'une poignée turbulente de scissionnistes ». Et reproche nous est fait de « lancer le mot d'ordre de déposer les armes devant l'agresseur fasciste ».

Vous avez donc continué de la vérité, messieurs les chefs, pour insinuer ainsi à vos troupeaux l'ordre de refuser à s'instruire ailleurs que chez vous ? Nous sommes toutefois obligés de constater votre logique : on ne peut tendre la main aux cures, pour s'écarter, et en même temps, fréquenter ces penderies d'anarchistes.

Cependant, nous continuerons notre propagande qui, dans l'arrondissement, commence à porter ses fruits. Mardi dernier, nous avons réuni 120 personnes rue de Tréaigue pour entendre nos amis Charles d'Avray, Douteau et Henri Guérin. Et le 9 avril prochain, une autre conférence éducative nous permettra, nous en sommes sûrs, d'augmenter encore le nombre de nos auditeurs. D'ailleurs, tous vos adhérents recevront, encore une fois, une convocation à leur domicile.

Faites-vous une raison, messieurs. Ça vaut mieux que de pleurnicher.

Le Groupe.

AULNAY-SOUS-BOIS

Initiative communiste

A Aulnay-sous-Bois, la municipalité communiste vient d'appliquer un nouveau système de contrôle pour les chômeurs qui dépasse tout ce qu'on avait imaginé jusqu'à présent.

Nous voulons lui donner le maximum de publicité car nombreux sont encore ceux que la démagogie stalinienne aveugle.

Le chômeur d'Aulnay est tenu de posséder une feuille de la mairie qui doit être tamponnée par le cachet de chaque patron chez qui le chômeur va chercher de l'embauche.

Au cas où le nombre de firmes est insuffisant le chômeur est classé dans la catégorie des faibles et radié.

Intuitif d'instinct sur l'imbécillité de pareille mesure qui ne fait uniquement que renforcer les critiques bourgeoises insultant les ouvriers sans travail.

L'initiative était digne d'être relevée, elle témoigne d'une singulière volonté de la part des communistes à se mettre au niveau des pires municipalités réactionnaires.

GROUPE INTERCOMMUNAL
BANLIEUE-SUD : GENTILLY,
BICETRE, VILLEJUIF, L'HAY

Mardi 17 mars, les camarades et sympathisants locaux du « Lib » sont invités à assister à la conférence privée qui aura lieu salle Berthelot, 2, rue de la Mairie, à Gentilly.

Jeanne Humbert, membre du Comité d'honneur de la L.I.C.P., écrivain, auteur de : Le Pourrissoir, Sous la Cagoule, En pleine vie, Contre la guerre qui vient, etc., traitera le sujet suivant :

NECESSITE D'UNE EDUCATION SEXUELLE

Eugène Humbert, directeur de « La Grande Réforme », organe de la Ligue de la Régénération Humaine, répondra aux questions posées par les auditeurs.

Librairie et documentation seront sur place à la portée de tous.

Participation aux frais : 0 fr. 95.

Venez nombreux et amenez vos amis, et principalement les femmes et les jeunes gens. Le sujet est de première importance du point de vue social.

Le Groupe Banlieue-Sud.

• • •

La Goguette du 6 mars a été un succès. Merci aux artistes et aux auditeurs. Nous recommandons. Voici la liste des billets gagnants de la tombola. Réclamer les lots le samedi matin, de 10 h. à midi, salle Sauvage, place de la Mairie, à Gentilly : numéros 14, 117, 94, 269, 154, 266, 36, 246, 198, 148, 3, 282, 54, 300, 289, 39, 32, 153, 151, 130, 276.

IVRY

Une affiche contre les provocateurs du P. G. Après les incidents révoltants suscités à Ivry par les enrôlés du P. G., le groupe libertaire a fait apposer une affiche dont nous extrayons les passages suivants :

« Le journal « Le Libertaire », que nous vendons au marché d'Ivry-Port, nos dirigeants locaux ont pris comme mot d'ordre d'en faire cesser la vente à Ivry : l'est produit un incident le dimanche 14 février, provocation provoquée par les commerçants et les personnes venant faire leur approvisionnement pour leur ménage, le vendeur du « Libertaire » fut attaqué brutalement par quatre membres du P. G. sans aucune explication et ces quatre derniers étaient soutenus par plus de 200 autres qui attaquaient nos camarades individuellement en tombant à une vingtaine sur chaque camarade.

« Nous posons la question : qui a commandé ces 200 travailleurs communistes pour se rassembler au marché ?

« Ensuite, nos dirigeants ne se sont pas contentés d'empêcher la vente du « Libertaire », voilà qu'ils s'adressent aux enfants de la population ivryenne.

« Jugez, parce que d'anciens parents connus par nos dirigeants néo-patriotes comme libéraux et sous prétexte qu'ils luttent contre la Municipalité Ouvrière ont retiré purement et simplement le pain de plus de 20 enfants et de personnes infirmes ou plus ou moins incurables. Voilà l'œuvre de nos dirigeants locaux. Messieurs les dirigeants vengez-vous sur les grandes personnes qui vous gênent et non sur les enfants, les infirmes et les incurables qui eux ne font pas de politique.

« Nous ne sommes pas encore en régime de dictature et Messieurs les dirigeants locaux respectent un peu le programme de votre grande démocratie que vous déclamez tant pour duper des milliers d'ouvriers qui attendaient plus de leurs élus.

« Les libertaires ne luttent pas contre une municipalité ouvrière. Ils luttent contre les élus qui ne respectent pas leur programme de front populaire et ont-elles les lois sociales pour les enfants et les atteints.

Le Groupe Libertaire d'Ivry.

VOIX DE PROVINCE

AIMARGUES

Souscription en faveur des Combattants
espagnols

Recettes. — 7^e liste, 134 fr. 50; tournée Chazoff, 112 fr.; total, 246 fr. 50. Total des listes précédentes 4412 fr. Total général, 4658 fr. 50.
Dépenses. — Comité Antifasciste Perpignan, 62 fr.; Comité Révolutionnaire Espagne, 133 fr.; Comité Antifasciste Montpellier, 130 fr.; Comité Espagne Libre, 205 fr.; Comité Antifasciste Aimargues, 47 fr.; total, 579 fr.; total, listes précédentes, 2.943 fr.; total général, 3.572 fr.
Le Comité remercie tous les donateurs et tient des listes à leur disposition.

Abel Châtellier.

GRAULHET

Les ligues fascistes sont-elles dissoutes,
oui ou non ?

Dans cet article, je m'adresse aux classes laborieuses de Graulhet qui avaient cru que les ligues, telle celle à Casimir, étaient dissoutes. L'affaire qui n'en est rien. Nous avons cru que la conférence qu'ils ont faite il y a quelques temps serait la dernière. Or, pour montrer leur puissance, ils sont revenus à l'assaut le 4 de ce mois. Et qu'ont fait les groupes antifascistes ? Rien !

Et cela, malgré que notre camarade Pages fut l'élément assailli par le sinistre Combes. Emilien, je suis également provoqué le soir du 4, mais là le malfaiteur fut malfaiteur. Je me demande si la classe ouvrière Graulhetoise, au passé si glorieux, n'aura pas à cœur de se venger un jour.

M'inspirant de l'exemple de nos frères espagnols, je lance un appel à tous les antifascistes de Graulhet. Camarades, entendez-le : nous voulons abattre notre ennemi mortel : le fascisme. A bas le fascisme, vive la liberté !

Ismaël Auriol.

LYON

Un bon début

Le jeudi 4 mars le Groupe de Lyon de la J. A. C. a organisé sa première réunion, café Reynier, 19, rue Crozel. Les auditeurs suivirent avec intérêt les exposés des divers camarades.

Olive de l'U.A. fait le parallèle, entre la société d'aujourd'hui de misère et d'oppression et la société de liberté et d'abondance que veulent instaurer les anarchistes.

Cesbron, de la J.A.C., expose le programme d'action de son organisation, face aux reniements de tous les groupements de jeunes.

Lavorel commente les paroles de Cesbron, et termine en faisant un appel énergique à l'avant de notre Union anarchiste, seule organisation défendant vraiment la classe ouvrière.

Le groupe des jeunes a bien débuté. Qu'il persévère et le succès viendra couronner ses efforts.

MARSEILLE

Aux femmes de bonne volonté

Un Comité de femmes libertaires pour l'aide au peuple espagnol vient de se créer à Marseille, 18, rue d'Italie, 2^e étage.

Ce Comité se propose de collecter de l'argent, des produits alimentaires, pharmaceutiques, livres, revues, etc., qui seront envoyés par les soins du Comité, en Espagne.

Femmes aux cours généreux, quand vous voyez vos enfants, pensez aux orphelins d'Espagne, et apportez vos dons tous les soirs de 17 h. à 19 h. Venez vous grouper au sein du Comité, nous avons besoin du concours des femmes de bonne volonté, nous élargirons ainsi notre action de solidarité.

Toutes au travail, notre mission est belle, noble, grande.

La secrétaire : Montégudet.

NIMES

« Pour nos petits de la Colonie Ascaso Durruti,
à Geronne »

Malgré certains sous-entendus passés dans notre presse régionale, par le Comité d'aide aux réfugiés espagnols, notre Comité local n'en continuera pas moins à apporter son aide et redoubler ses efforts pour assurer à nos chers petits enfants le plus de bien-être possible ; ils en ont tant besoin, hélas ! Néanmoins, notre Comité se tient à la disposition des personnes qui voudraient se rendre compte de la bonne marche et se fera un plaisir de leur montrer les dons, listes et souscriptions. Une collaboration à notre œuvre sera acceptée de grand cœur.

Suite des dons et souscriptions : par le camarade Lléli, artisan, 47 paires de chaussures neuves, la Maison Soler frères, fabrique de chaussures, 50 fr. et 9 paires de chaussures neuves ; collecte faite par le camarade Emile Loré parmi le personnel de l'usine, 84 fr. ; une quille faite par Gros Leopold, à la maison Grange, habilement, rapporte la somme de 40 fr. Suite de la liste : Anette Cige, 5 fr.; Irène, 1 fr.; anonyme, 1 fr.; Vessière, 1 fr.; George A., 2 fr.; Mme Henry, 5 fr. un gros col de linge et vêtements, par la dévouée camarade Henry, qui, malgré son âge, est toujours sur la brèche ; un petit colis victuailles par notre ami David.

A tous, nous vous disons merci, et faisons appel à toutes les bonnes volontés.

ROMANS

A tous les groupes et individualités
de la Fédération du Sud-Est

Comme suite à la dernière circulaire adressée à tous les groupes et individualités par la

commission fédérale, nous invitons tous nos amis, pour l'organisation d'une tournée de conférences dans la région.

Cette tournée aurait pour but de créer des groupes où il est possible, et opérer ainsi le recrutement pour le renforcement du mouvement anarchiste. D'autre part, nous insistons également pour que les groupes ou individualités nous fassent connaître leur point de vue sur les différentes propositions d'organisation minima de la Fédération, et de bien vouloir nous adresser leur cotisation. La puissance de l'organisation ne sera que ce que ses membres la feront. Fraternel salut.

La Commission fédérale.

SAINT-ETIENNE

C'est au sein du groupe « Ascaso-Durruti » que les adhérents de l'U.A. et les amis du « Libertaire » se retrouvent, le jeudi plus particulièrement. Ceux que la propagande ne laisse pas indifférents se doivent de nous rejoindre pour nous aider à faire une organisation anarchiste puissante dans une région essentiellement ouvrière qui ne méprise pas, hélas le renom révolutionnaire qu'elle a.

Pourtant, à Saint-Etienne, la foule répond à nos appels ; nos meetings connaissent des succès. Pourquoi sont-ils sans lendemain ? C'est que sans doute les initiés, les militants manquent de persévérance.

Nous rappelons que nos réunions hebdomadaires ont lieu le jeudi en la salle de la Bourse du Travail, siège de la Jeunesse Syndicaliste.

On peut obtenir des renseignements concernant la propagande auprès des vendeurs du « Libertaire », le dimanche matin devant la Bourse du Travail.

TOULON

Comité de Défense de la Révolution espagnole. Nous avons le plaisir de faire savoir à tous les camarades que grâce à notre agitation, à notre presse et à toutes les protestations qui se sont élevées de toutes parts, notre camarade Dine a enfin été libéré, après quarante-cinq jours de détention. Nous ne nous dissimulons pas que c'est l'œuvre de tous, et nous remercions bien sincèrement tous ceux qui se sont intéressés à lui.

Nous demandons à tous les camarades qui ont en main des listes de souscription de vouloir bien les renvoyer au plus tôt, avec les fonds ou en blanc, au camarade secrétaire Garrec, 1, place Robespierre, Toulon (Var).

FEDERATION
DES BOUCHES-DU-RHONE

Dimanche matin 14 courant, réunion de tous les délégués des groupes au siège du groupe Germain, 18, rue d'Italie, 2^e étage.

Ordre du jour

1^{er} Projet de tournée de meetings en faveur de la révolution espagnole.
2^e Création des comités de quartier pour recueillir les dons aux miliciens d'Espagne.
3^e Divers.
4^e Proposition des groupes.

Le Secrétaire : A. Pascal.

Tous les camarades sont avisés qu'une grande conférence publique où parlera le camarade Antonio de la C.N.T. F.A.I., est organisée par la C.G.T.S.R., dimanche 21, à 9 heures, à l'Olympia-Ginéma.

Les copains se feront un devoir de venir de bonne heure pour l'organisation intérieure de la conférence.

FEDERATION ANARCHISTE
PROVENCALE

L'assemblée générale de la F.A.P. aura lieu le 28 mars, à Marseille, à 9 heures du matin, avec l'ordre du jour suivant :

1^{er} Rédaction définitive de la plate-forme de la F.A.P.
2^e Rédaction des rapports à confier au délégué de la F.A.P. au congrès de Barcelone.
3^e Divers.

Il va sans dire que si des camarades voudraient quelque chose à cet ordre du jour, nous sommes entièrement à leur disposition.

Que les camarades fassent diligence pour répondre au référendum dont la date approche, car c'est le 15 mars dernier délai.

Le lieu où se tiendra notre A. G. sera donné ultérieurement.

Le Secrétaire.

MARSEILLE

Athénée libertaire

Samedi 13 courant, à 9 h. 30 du soir, Bar du Petit-Poulet, salle réservée, 23, bd Dugommier, causerie par un camarade sur le sujet suivant : Déviations anarchistes ; controverse courtoise admise. Invitation cordiale à tous.

Dimanche 14 courant, à 9 h. 30 du matin, assemblée générale des adhérents à l'Athénée, Bar du Petit-Poulet.

A l'ordre du jour :
1^{er} Compte rendu moral et financier ;
2^e Admission, résolutions, démissions.
3^e Propositions diverses.

Hayre, Pau, Dijon, communiqués parvenus trop tard.

La tournée de conférences
avec films

La tournée Ridet-Huart, avec les films sur l'Espagne devant passer la première quinzaine de mars, dans la région de Pau, Tarbes, Bayonne, Bordeaux, les camarades de cette région désirant organiser une réunion sont invités à se mettre en relation avec le camarade Jean Artigolle, 5, rue Foch, à Pau (B.-Pyr.).

NOTRE LIBRAIRIE

Réservez au Libertaire vos commandes de brochures et de livres.

En vente

De Lénine à Staline, Le Crapouillot, 10 »
Dossier des fusilleries (après le 30 juin de Staline) 5 »
Mea Culpa, par Louis-Ferdinand Cé-
line 7 50
Ce qu'est devenue la Révolution
russe, d'Yvon 2 »
Retour de l'U.R.S.S., d'André Gide, 7 50
Désobéir, par Vladimir 12 »
Retus d'obéissance, par Jean Giono 6 50
Les Dammés de la Terre par Henry
Poulaille 18 »
Le Pain Quotidien par Henry Pou-
laille 15 »
Destin d'une révolution, de Victor
Serge 18 »
L'Education sexuelle, de Marestan.. 15 »
Evolution et Révolution, de E. Reclus 15 »
La Conquête du Pain, de P. Kropot-
kine 15 »
La Douleur universelle, de S. Faure 15 »
L'Ethique, de Kropotkine 18 »
La Révolution espagnole et l'impe-
rialisme, de Jean Bernier 1 50
La Grande tetape, d'Aurèle Paterni 10 »
La véritable révolution sociale, Sé-
bastien Faure 12 »

LA VIE DE L'U.A.

Commission administrative. — Réunion lundi 22 mars, local habituel.

Ve et VI^e arr. — Tous les mardis à 20 h. 30, café de la Place du Marché Mouffetard, 2, rue Broca.

IX^e arr. — Tous les lundis à 20 h. 45, café Saint-Georges, au coin des rues Saint-Georges et de Châteaudun.

XI^e et XII^e arr. — Tous les vendredis à 20 h. 30, rue Saint-Antoine.

XIV^e arr. — Vendredi 12 mars à 21 h., au 36, rue de Vanves, Causerie par le camarade Langlois sur « Le Syndicalisme et l'Anarchie ».

XV^e arr. — Tous les vendredis à 20 h. 30, Salle Jourdain, 69, rue de la Convention.

XVI^e, Boulogne-Billancourt. — Tous les mardis à 21 heures, chez Cuvilliers, 50, avenue des Moulins, Boulogne-Billancourt.

XVII^e arr. St-Ouen. — Jeudi, 11 mars, à 21 h. Restaurant, 100, rue Cardinet.

XVIII^e arr. — Réunion tous les mardis à 21 heures « Au Sans-Souci », 100, rue Ordener.

XIX^e arr. — Tous les jeudis, à 20 h. 30, salle Quélennec, 70, rue de Flandre.

XX^e arr. — Mercredis, à 20 h. 30, au 67, rue Menilmontant, salle Lejeune, 1^{er} étage.

Intercommunal Banlieue-Sud. — Tous les lundis à 20 h. 30, chez Cayez, 51, rue Frileuse à Gentilly.

Antony. — Vendredi 12 mars à 21 h., salle Camille, avenue d'Orléans, présence indispensable.

Canton de Charenton. — Mercredi 17 mars à 21 h., salle sous-sol mairie de Charenton. Tous présents.

Bagnollet. — Tous les vendredis à 20 h. 30, salle (Eber, 43, rue Hoche. Exceptionnellement la semaine prochaine, réunion le jeudi, même local.

Blanc-Mesnil. — Les camarades sont prévenus qu'ils trouveront le « Libertaire » toutes les semaines chez le dépositaire de journaux, avenue de Drancy.

Bobigny. — Samedi à 20 h. 30, salle Duvernois, place Carnot.

Champigny. — Tous les derniers samedis de chaque mois, Mme veuve François, place du Marché, à 20 h. 30. « Le Libertaire » est en vente à la Librairie Gaignole à côté de la mairie.

Chelles. — Les camarades désirant adhérer au groupe sont invités à s'adresser à Bernier, 12, quai Auguste-Prévoist.

Clamart. — Le « Libertaire » est en vente au Café Gouberte, 41, avenue du Bois-de-Boulogne.

Glichy. — Dimanche matin, 7 mars à 9 h., au 92, rue de Paris.

Colombes. — Tous les jeudis au bar Colombia, 56, rue Saint-Denis.

Courbevoie-La Garenne. — Vendredi 12 mars à 20 h. 30, 7, avenue Marceau, à Courbevoie.

Drancy. — Réunion tous les 1^{er} et 3^e samedis du mois salle Passabon, 50, avenue Marceau.

Ermont. — Tous les lundis soir à 21 heures, 125, rue de la Gare (au fond de la cour à droite).

Gagny. — Les camarades désireux de fonder un groupe libertaire dans la région peuvent s'adresser à Boyer, au « Lib ».

Gennevilliers. — Vendredi 26 février, à 20 heures 30, 90, rue Saint-Denis.

Issy-les-Moulineaux. — Tous les vendredis, 14, avenue de Verdun. Vente du « Libertaire » tous les jeudis et vendredis soir au Métro (Mairie d'Issy).

La Courneuve (Usine Rateau). — Tous les vendredis à 17 h. 30, salle Thénin, rue Rateau.

Levallois-Perret. — Tous les samedis à 20 heures 30, café Vauluche, 69, rue Marius-Aufan.

Livry-Gargan. — Jeudi 11 mars à 21 h., salle de l'Hôtel de France.

Malakoff, Vanves, Châtillon. — Tous les mercredis, à 20 h. 30, salle de la Coopé, 43, rue Victor-Hugo, à Malakoff.

Montreuil. — Tous les jeudis à 20 h. 30, salle de la Coopé, 11, rue de l'Eglise.

Neugent-sur-Marne. — Tous les mercredis, à 21 heures, chez Barreau, 11, rue de l'Eglise.

Noisy-le-Sec. — Le groupe se réunit tous les 2^e et 4^e vendredis de chaque mois, au café du Sicle, maison Pige, face à la mairie.

Palaisau. — Tous les mercredis, à 20 h. 30, au local habituel.

Pontoise. — Réunion tous les quinze jours. Pour tous renseignements, s'adresser au 14, rue Beaumais, de 13 à 14 heures et après 18 heures.

Pre-Saint-Gervais-Pantin. — Tous les mardis à 21 h., 49, rue de la Consallierie.

Puteaux-Neuilly. — Tous les vendredis, à 20 h. 30, Salle Municipale, rue Roque-de-Fillol.

Sartroville. — Tous les dimanches, les camarades anarchistes de Sartroville-Maisons-Laffitte se retrouvent derrière nos amis vendeurs du « Libertaire » et du « Combat syndicaliste », au marché, à partir de 9 heures, près de la gare. Tout ce qui concerne le groupe doit être adressé à Le Maner, 5, rue Friedland.

Sainte-Geneviève-des-Bois. — Le « Libertaire » est en vente chez Couvères, libraire, 77, avenue de la Gare, et chez Maurice, cafetier, 2, avenue de la Gare.

Savigny-sur-Orge. — Les camarades de Vigneux, Juvisy, Parray, Ste

La C. G. T. va monter
un film intitulé

“LA MARSEILLAISE !”

Encore
un succès
Communiste !

Les ordres des chefs syndicaux

On ne saurait qualifier autrement le communiqué émis par la Commission administrative de la C. G. T., appuyée d'ailleurs par le Bureau (lire bien le bureau seul) du comité régional du Bâtiment.

A quoi songent les bonzes confédéraux en ces moments ? Serait-ce les nombreux lock-outs se déclarant un peu partout qui les rendent soucieux. Sont-ils préoccupés du réveil du patronat qui après avoir obtenu à travers l'arbitrage le renouveau aux grèves, accente sa contre-attaque en licenciant à droite et à gauche ?

Pas du tout. Nos bureaucrates ont toutes leurs pensées prises par la réussite de l'Exposition de 1937 et des cérémonies qui accompagneront cette foire. Au moment où des événements mondiaux telle la guerre d'Espagne et la tension internationale qui s'ensuit, mettent le prolétariat à deux doigts d'une lutte générale, notre commission administrative, élaborant les détails suivant les quels les cotisations des syndiqués vont servir à payer la fabrication d'un film officiel, chauvin et patriotard consacré à la révolution de 1789. Il y a d'ailleurs en cela une certaine logique : la guerre ne deviendra possible que quand le bourrage des crânes sera bien au point.

L'autre décision des bureaucrates relative directement à l'Exposition annonce que pour celle-ci « la responsabilité du mouvement syndical était, engagée nationalement et internationalement et que la discipline s'imposait à tous. » Les bonzocrates du Bâtiment, inspirés par leur député Brout, évoquent eux les « intérêts bien compris des ouvriers et du Front Populaire ».

Pourquoi tout ce branle-bas ? Il se trouve qu'il y a encore un syndicat dans la région parisienne qui n'est pas complètement colonisé ; c'est le syndicat des Cimentiers. Ces ouvriers savent que dans la voie des concessions il n'y a que le premier pas qui compte ; ils estiment que si les patrons vont être autorisés à faire travailler le samedi et le dimanche à l'Exposition, demain d'autres entrepreneurs invoquant le même motif d'urgence seront tout aussi fondés à rompre la semaine des 40 heures ; en effet dans les chantiers du Bâtiment si les journées de repos du samedi et du dimanche ne sont pas observées simultanément et par tous, aucun contrôle sur les dérogations n'est possible.

Les cimentiers répondent vigoureusement à toutes les phrases prétentieuses et à toutes les sur la prestige du gouvernement lié à la date stricte d'ouverture du 1^{er} mai. Ils disent et avec raison que les Expositions sont de véritables foires commerciales où les travailleurs ne récoltent que les accidents dus au rythme rapide des travaux. Lier le progrès des Arts et de la Technique à l'Exposition est une infame hypocrisie, il n'y a là qu'une vaste entreprise publicitaire et des finances, à accroître donc le profit des capitalistes. Et c'est pour cela que les bâtiments devraient abandonner les 40 heures / Les cimentiers disent non, ils ont raison.

Les anarchistes saluent cette affirmation de la conscience ouvrière ; ils s'engagent à la faire connaître autour d'eux ; ils s'engagent surtout à soutenir toutes les luttes ouvrières qui essaieront de profiter du banquet des ventrus, que sera l'Exposition de 1937, pour pousser au maximum la bataille des classes, il y a là à côté des exigences impérieuses que crée le bas niveau de vie du prolétariat, il y a aussi la protestation humaine éclatante contre l'orgie écumante fêlée dans un monde tourmenté et affamé.

N. Lenoir.

DANS L'HABILEMENT

CEUX QUI NE S'EN FONT PAS !

Un comité de défense syndicaliste s'impose. En ouvrant le « Poule » de samedi dernier j'ai fait tomber à la renverse en voyant en bas de la première page des titres en gros caractères sur huit lignes, relatant la démarche d'une délégation « ouvrière » en faveur des travailleurs à domicile ; et en-dessous une photo des délégués.

Bien que le cliché ne soit pas très clair, on y distingue assez facilement Bertrand, un grand rigide que devant un défilé de « Slakhonovistes », Belingue, Bodineau, Mateline, ce renard asiatique et qui s'est fait naturaliser « français » pour diffuser sans inconvénient la camelote à Staline ; Coquelin à la recherche depuis dix ans d'un râtelier et puis... Jeanne Chénard dont la présence au milieu des ci-dessus est plus qu'attribution, car il y a des souvenirs qui ne devraient pas s'oublier.

Tous ces délégués ne paraissent pas avoir été beaucoup touchés par la crise du chômage ; ils ont tous la mine réjouie.

Ils sont loin les temps où la Bodineau, par exemple, engueulait les confédérés qu'elle trouvait trop pâles réformistes et où le mot « lutte » comme un leitmotiv revenait à chaque ligne dans des « billets » dont on lui attribuait la paternité.

Aujourd'hui les temps sont bien changés ; en guise de « lutte » on se rend en délégation à grands renforts de « tam-tam » auprès des groupes parlementaires et après quelques palabres de circonstance, les délégués heureux des résultats acquis énoncent le besoin de faire publier leur effigie photographique.

Quel pitifisme ! mais aussi quelle cynisme exploitation de la naïveté des misérables travailleurs à domicile. S'ils s'en rapportent entièrement à ces sortes de délégations du soin de faire aboutir leurs revendications, je leur prédis qu'ils attendront longtemps.

En face de ce bourrage de crâne où les « nacos » sont passés maîtres il nous faut riposter en formant un comité de défense syndicaliste, je dirai la prochaine fois comment, à mon avis, il doit fonctionner.

LAGRANGE.

Chez Lajoinie

Tous les sympathisants anarchistes et anarcho-syndicalistes, des chantiers Lajoinie à l'Exposition, sont priés d'assister à la réunion qui aura lieu au Café des Deux-Hémisphères, 52, rue du Château-d'Eau.

Pour le redressement nécessaire

On nous rendra cette justice qu'ici nous n'avons pas épargné les avertissements sur les véritables intentions des staliniens, lors de la réalisation de l'unité syndicale.

Ces intentions sont en passe de devenir la triste réalité. C'est d'ailleurs l'avis unanime de la presse ouvrière non-inféodée à Moscou qui, devant le danger, ose enfin reconnaître que la politique syndicalo-communiste s'inspire non de l'intérêt ouvrier, mais surtout des ukases du Kremlin.

En effet, les manœuvres employées naguère dans l'ex-C.G.T.U. pour conquérir les cadres et éliminer les suspects sont réapparues dans l'organisation reconstituée. Comme elle le faisait jadis pour ceux qui n'acceptaient pas de se plier aux directives pseudo-révolutionnaires du moment, la fraction poursuit actuellement de sa vindicte les militants qui refusent de suivre le nouvel évangile national-communiste.

Qu'il soit membre de la commission exécutive du syndicat ou de l'entreprise, quiconque croit devoir manifester au cours d'une assemblée générale un avis différent de celui des pontifes moscouitaires est immédiatement l'objet d'une obstruction systématique de la part des celluliers et, s'il persiste par la suite dans son attitude, mis en demeure de se démettre de ses fonctions, quand il ne se voit pas chassé par le patron ou refusé à l'embauche sur la pression des mêmes individus. Voilà, certes, une

résultante inattendue du contrôle de l'embauche et du débouchage.

Nous ne nous attardons pas à rechercher quelles sont les négligences qui ont permis le retour de telles pratiques, à tous les échelons du mouvement syndical, cela un an seulement après la douloureuse expérience de quinze années de scission, un an après les promesses sonnettes proclamées du respect de la démocratie et de l'indépendance syndicales. Constatons seulement que l'immense armée de travailleurs qui a rejoint la C.G.T., constituait un élément neuf et non averti, une proie facile pour la pénétration communiste qui a pu rapidement y développer son influence néfaste.

Cependant, aux tentatives de subordination politique sont venues s'ajouter celles de la subordination gouvernementale, non moins dangereuse. S'inspirant de la formule de paix sociale « Tout par le Front populaire, tout pour le Front populaire », réformistes de vieille souche et néo-réformistes ont opposé à l'action directe de la classe ouvrière les nécessités de la sécurité intérieure et extérieure ou les revendications lointaines et inopérantes du planisme.

Contre cet état de choses qui compromet dangereusement les conquêtes ouvrières récemment obtenues, se dessinent enfin de nombreuses réactions individuelles et collectives.

Dans la région parisienne notamment, s'est constituée une minorité importante dont l'activité a eu le don d'attirer sur elle les foudres de

« l'appareil » bolchévico-syndical, qui reprend ses moyens habituels de calomnie et de dénigrement, voire d'intimidation et de violence pour tenter d'étouffer le mouvement renaissant pour la défense du syndicalisme de lutte de classe et de son indépendance par le libre exercice du droit de discussion.

En outre, les manœuvres hypocrites employées avant et pendant le dernier congrès de l'Union des syndicats de la Seine, ont suscité un courant vers le redressement syndical dont nous sommes heureux d'enregistrer la progression et qui doit venir appuyer le mouvement précédemment amorcé.

Déjà une besogne utile a été entreprise pour familiariser les travailleurs avec les problèmes de l'actualité ouvrière, par des échanges de vue sur les conventions collectives, sur le véritable rôle des délégués d'atelier qui s'attachent à restreindre les directions syndicales plus ou moins domestiquées, enfin sur l'arbitrage obligatoire. Ces conférences-contraverses devront être multipliées pour permettre aux militants de base d'exprimer leur opinion et de déterminer pour l'avenir une orientation syndicale profitable aux intérêts ouvriers.

C'est là une besogne constructive qui rencontrera l'approbation de tous les anarchistes, de tous les syndicalistes sincères qui doivent sans tarder venir grossir les rangs de ceux qui sont déjà sur la brèche.

N. FAUCIER.

Le Congrès Régional de la C.N.T.

Le Congrès de la Régionale du Travail de Catalogne vient de se terminer. 593 syndiqués étaient représentés par 702 délégués parlant au nom de 354.547 travailleurs organisés. C'est dire l'importance du Congrès qui a eu lieu au moment où la tragédie espagnole traverse une phase décisive.

La place nous manque pour relater les débats et souligner certaines discussions intéressantes.

Bornons-nous simplement à donner les décisions essentielles qui furent prises par les congressistes, et qui reflètent en bloc les volontés d'action de la C.N.T. à propos des problèmes que posent la guerre civile et la Révolution sociale.

1° La Confédération Régionale du Travail de Catalogne ratifie son alliance avec l'Union Générale des Travailleurs pour assurer la victoire sur le fascisme et la libération économique et politique des producteurs.

2° Pour cette victoire elle réclame l'utilisation immédiate de tous les moyens de production, chose impossible si toutes les organisations de producteurs n'ont pas la charge de la direction et de l'exploitation de fabriques, des ateliers, des mines et des moyens de transport. Dans l'œuvre générale, les organisations ouvrières doivent prendre, de suite, la part qui leur incombe, sous peine de subir la plus grande des faillites historiques.

3° La production devra être développée sous toutes les formes, ce qui réclame l'intervention directe dans ce travail général de tous les éléments de travail, que sont avant tout les organisations de producteurs manuels et intellectuels sous la direction desquels il devra être procédé à la mobilisation générale de tous les hommes capables de produire.

4° Les industries devront être sélectionnées et la main-d'œuvre redistribuée suivant les besoins de la guerre et de la population.

5° On doit en finir avec le paiement d'énormes subventions pour maintenir des industries mortes, des occupations inutiles et de la main-d'œuvre paralysée. Il faut également en finir avec les hauts salaires bureaucratiques et le maintien d'une police en uniforme particulière au régime disparu.

6° Mobilisation des moyens financiers officiels pour aider l'industrie d'extraction, l'agriculture, la construction d'œuvres publiques et autres tâches utiles.

7° Création d'une Banque Syndicale pour coopérer au travail général de reconstruction économique.

8° Socialisation de la distribution, de façon à aller à la disparition la plus poussée de l'argent. Là où il subsiste, établir le rationnement familial et le salaire familial aussi.

9° Plus grande pénétration avec la campagne, la ville faisant les premiers pas en intensifiant les commodités matérielles et par l'apport culturel aux paysans. Socialisation de la terre là où cela sera librement consenti.

10° Intensification des relations interrégionales, adaptant la production aux nécessités des parties avec qui nous avons à pratiquer l'échange.

11° Organisation du commerce extérieur sur la base des organisations syndicales, spécialement en relations avec les coopératives internationales.

Ajoutons que l'accord s'est fait concernant la nécessité de créer les Fédérations d'Industrie et de transformer les Conseils. Economiques, en organes coordonnant le travail des syndicats et sous leur contrôle.

Union locale de Sidi-Bel-Abbès

Des armes pour l'Espagne

Madrid est en flammes. Par centaines les cadavres couvrent les rues de la capitale. C'est le beau travail de la clique militaire-cléricale appuyée des Marocains venus dans la péninsule pour « civiliser » le peuple espagnol.

Franco réalise son fameux mot d'ordre : « Supprimer la moitié de l'Espagne pour sauver l'autre moitié ».

Bien entendu cette moitié de l'Espagne que Franco voue à l'extermination, c'est celle des prolétaires, des exploités qui luttent pour une société meilleure.

Franco voyant la victoire lui échapper par suite de la réaction du peuple antifasciste espagnol, n'hésita pas à demander une aide ouverte à ses complices, Hitler et Mussolini, qui actuellement envoient un nombre important de « volontaires » enrôlés de force ainsi que du matériel de guerre en quantité considérable.

Allez-vous laisser écraser la Révolution espagnole ?

Non ! vous ne l'accepterez pas car la victoire du fascisme espagnol serait à brève échéance la victoire du fascisme français.

Notre union locale des syndicats de Bel-Abbès lance un appel à tous les antifascistes de Bel-Abbès et de la région, en vue d'organiser un grand mouvement de solidarité envers le peuple espagnol.

Des listes de souscription portant le cachet du syndicat seront mises en circulation, dont le montant sera envoyé à nos camarades espagnols pour l'achat d'armes dont ils ont grandement besoin.

Camarades, apportez votre obole pour l'Espagne libre.

L'Union locale des syndicats de Bel-Abbès.

AUX COPAINS DE CHEZ HISPANO ET RENAULT

Les anarchistes et sympathisants de cette boîte sont priés de passer samedi après-midi au LIBERTAIRE.

I.B.

Dans les boîtes et sur les chantiers

LA GREVE DE LA CITAX

Où en sommes-nous après un mois de lock-out ?

Nous sommes obligés de constater qu'à travers le conflit Citax les dirigeants du syndicat en profitent pour masquer l'échec où il nous conduisent et exercer un vaste chantage sur le statut du taxi.

Le statut est en gestation depuis bientôt 1 an (et pour cause) aucune action virile n'ayant été faite à temps pour le faire aboutir. Que sera-t-il ? Le Sénat vient de le voter partiellement, il le repart à la Chambre et avec toutes ces procédures, les copains de la Citax qui croient ainsi ce que leurs grands maîtres Garcia Depolliers et les autres leur promettent depuis 1 mois : la fin de leurs misères par ce fameux statut. Ils n'ont pas fini d'attendre et comprennent-t-ils enfin que l'on se moque un peu trop de leur situation présente.

Déjà l'application de cette loi sociale avec ses dérogations multiples, récupérations des heures perdues par certaines catégories (petits propriétaires), absence absolue de contrôle des heures de travail pour cette même fraction de travailleurs. En plus les compagnies, loueurs et artisans profitent de tout ces retards qu'ils ont provoqués pour marquer un grand nombre de voitures si bien que la limitation deviendra ainsi que la reste du statut presque inopérant.

Seulement ces Messieurs suivant leurs habitudes vont crier victoire, en fait 3.000 travailleurs et parmi eux un certain nombre de mécanos et de laveurs ne bénéficieront de rien, leurs fédérations respectives les laissent royalement tomber. Obtiendront-ils leurs vacances et préavis ? Qu'ils y veillent et réagissent.

Les travailleurs commencent à se rendre compte qu'on les dupe de plus en plus avec ce fallacieux prétexte de soutien du Front Populaire ; au début de ce mouvement nos pontifes voulaient ménager les deniers publics et s'opposaient formellement au prêt de 3 millions aux piéters administrateurs de la Citax, très bien, mais tout termine en longueur et les petites multiples de ministère en ministère n'avancent en rien et le chômage se prolongeant les 3 millions s'avèrent sous peu un peu maigres.

Aussi camarades faisons litte des glorieuses des pontifes et faisons ce qui aurait dû être fait au début du mouvement : solidarité effective dans la lutte de toute la corporation par l'occupation de tous les garages car il est inadmissible que des travailleurs de même profession puissent bénéficier de la lutte prolongée d'une partie de leurs camarades sans prendre leurs responsabilités.

CHEZ J.-J. CARNAUD.

Après le lock-out. Une victoire ouvrière qui n'en est pas une !

Après les incidents qui se déroulaient dans cette boîte et que le Lib a relatés, la direction avait lockouté son personnel et envoyé des lettres de licenciement à 25 camarades. Tout le personnel, hommes et femmes, était d'accord pour ne reprendre le travail qu'en bloc. On aurait donc pu croire que les délégués de la C. G. T., Timbault et autres auraient agi en s'inspirant de cet état d'esprit. Malheureusement à la réunion d'usines à la Bourse de Billancourt, les orateurs firent miroiter les avantages acquis : paiement de la première journée de lock-out — autrement dit perte de deux journées de travail — récupération des heures perdues — c'est-à-dire violation des 40 heures — et enfin maintien de cinq licenciements au lieu de vingt-cinq. Les cinq copains qui restent sur le sable sont en outre poursuivis par la direction — qui les fit malfaquer — en plainte pour coups et blessures !

Pour faire avaler la pilule, Timbault souligna que la direction continuerait de payer le salaire de ces camarades (mais pendant combien de temps ?)

En fait cette soi-disant victoire est plutôt une défaite.

Il est grand temps que les ouvriers le comprennent et poussent les chefs syndicaux à la lutte de classe. En attendant, il faut réagir avec vigueur pour que les copains frappés soient réintégrés, sinon cette tactique nouvelle éliminera les meilleurs militants syndicalistes.

Assistez à la réunion des sympathisants qui se tiendra samedi 13, à 10 heures, au Café du Vieux Saumur, avenue Edouard-Vaillant. Présence indispensable de tous les copains du groupe anarchiste de l'usine. Un orateur de l'U.A. sera présent.

CHEZ LES INSCRITS MARITIMES DE MARSEILLE

Les équipages de deux navires, le « Champollion » et le « General Metzinger », courriers du Levant et de l'Océan Indien ont décidé spontanément le jeudi 4 courant de faire grève avec occupation des deux bâtiments, pour protester contre les lenteurs de la sentence arbitrale concernant l'augmentation des salaires et certaines revendications spéciales aux travailleurs de la mer ; cette action fut menée opportunément au moment du départ de ces bâtiments.

Ce qui est de bon augure, c'est l'esprit de cette action et nous félicitons de grand cœur les équipages de ces deux navires pour avoir su agir et défendre avec énergie la sentence arbitrale contre les lenteurs de la sentence arbitrale. Nous appelons à la patience, à la confiance, au gouvernement F. P., au très cher camarade Blum, au calme, etc., etc., aux multiples coups de frein de leurs « chefs syndicaux », les Pasquini pour les A. D. S. G. et conseiller d'arrondissement par surcroît ainsi que Ferri-Pisani pour les marins du mouvement d'indépendance municipal celait, tous deux politiciens de carrière, petits requins aux dents longues.

Cette décision d'action directe, fut prise par l'ensemble des équipages à la sortie de leur réunion, décision énergique des travailleurs de la base, en réponse à la nonchalance de leurs fonctionnaires syndicaux.

Nous avons pu entendre, et ceci est réconfortant, de vibrantes « Internationales » jaillir de centaines de poitrines, quelques bolchevistes essayèrent d'entourner la « Marseillaise », ils furent vite rabanés par des cris : « Eh... de pour VOTRE « Marseillaise ».

Bravo ! travailleurs de la mer. Vous avez prouvé à vos « chefs » que vous savez mener vos affaires vous-mêmes, malgré eux, par-dessus eux, continuez et vous serez considérés car ils vous craignent.

DANS LA CHAPELLERIE

La récente grève de la chapellerie parisienne a attiré l'attention sur cette corporation qui était demeurée longtemps dans un état voisin de la léthargie totale. Un des plus anciens syndicats vient ainsi de se remettre en mouvement. Il a fallu pour cela que les ouvriers comprennent qu'ils n'avaient rien à attendre des promesses que leur faisait le patronat.

Aussi, on peut espérer que ce réveil sera durablement ressenti par les exploités de la chapellerie. Mais notre corporation, qui du fait qu'elle avait depuis de longues années déjà le contrat collectif, s'était tenue un peu à l'écart du mouvement général, a compris que ce contrat ne garantissait plus suffisamment les salaires en raison de l'élévation constante du coût de la vie. D'où le mouvement actuel.

Je ne ferai pas ici l'apologie de notre bureau syndical en disant que l'inertie de la corporation tenait bien davantage au manque de confiance et d'énergie des adhérents qu'aux membres du conseil — qui ont toujours été à la hauteur de leur tâche.

Il faut dire aussi que le fort contingent d'ouvriers étrangers que compte la chapellerie infériorise dans la lutte revendicative en raison de la répression gouvernementale toujours si sévère envers les militants ouvriers.

Malgré cela, le réveil a eu lieu et il nous permet d'espérer que les ouvriers de la chapellerie ont maintenant compris que leur meilleure défense est dans l'action et non dans les discours.

Df, ouvrier chapelier.

DANS LES SYNDICATS

AU SYNDICAT DES MINEURS DE SAINT-ETIENNE

Les agissements « nacos »

Chez les mineurs, comme partout ailleurs, les nacos ont tenté tous les moyens pour, non seulement s'emparer de la direction du syndicat, mais aussi pour vider tous ceux qui ne pensent pas comme eux.

Le dimanche 28 février ont eu lieu les élections pour le renouvellement du Conseil syndical du syndicat de Saint-Etienne. L'ancien conseil était composé de vingt membres dont une bonne minorité adversaire des nacos. Le nouveau conseil doit être composé de 35 membres ; cette augmentation est justifiée par l'afflux de nouveaux adhérents, 41 candidats étaient présents, donc six à éliminer c'est-à-dire la minorité gênante ; tous les nouveaux candidats étant d'obédience communiste, un travail souterrain avait été accompli par les cellules dans chaque section pour avantager les candidats choisis, toutes les manœuvres étaient employées pour éviter que d'autres que les leurs soient présentés. Il n'est pas nécessaire d'indiquer par le détail le travail accompli par ces individus, surtout que la plupart des camarades nouveaux syndiqués ne connaissent pas grand chose au fonctionnement du syndicat et ces camarades étaient appelés à voter.

LE CERCLE SYNDICALISTE « LUTTE DE CLASSES »

organise le VENDREDI 12 MARS A 20 h. 30, Salle des JEUNESSES REPUBLICAINES, 10 rue Dupetit-Thouars (Métro République ou Temple) une conférence sur L'ARBITRAGE OBLIGATOIRE.

ter pour des candidats qu'ils ne connaissaient pas car tous étaient sur la même liste, et il était facile d'insinuer sur tel ou tel candidat, ce qui fut fait avec succès, si bien que le jour des élections les listes étaient prêtes et les noms des candidats à éliminer rayés.

La principale manœuvre fut accomplie le jour même de la réunion générale, où selon l'ordre du jour il devait être rendu compte de la marche du syndicat et ensuite procéder aux élections, mais après la formation du bureau, le citoyen Delorme, secrétaire du syndicat et conseiller municipal prit la parole et dit que la lecture des procès-verbaux des réunions du conseil prendrait trop de temps et qu'il serait trop tard pour faire les élections. Il connaissait très bien la mentalité des camarades qui ne demandaient qu'à être débarrassés au plus tôt et malgré l'intervention d'Arnaud, secrétaire adjoint du syndicat et secrétaire de la Fédération Régionale qui en demandait la lecture, il n'en fut rien fait, les deux propositions furent mises aux voix et celle d'Arnaud repoussée, les élections commencèrent immédiatement. La généralité des camarades, après avoir voté s'en allaient, pendant ce temps Delorme tenait la tribune en reprochant d'abord à Arnaud d'avoir, avec la minorité de l'Union Départementale, fondé un journal la « Voix Syndicaliste » et ensuite par des discours interminables et fatigants sur les bienfaits du Front Populaire, il finit d'impatienter les camarades qui n'attendaient que leur tour de vote pour sortir. Quand Arnaud prit la parole plus de la moitié n'y était plus. La manœuvre avait réussi.

Quant au résultat du vote, Arnaud et ses partisans sont proprement vidés du Conseil Syndical.

Le Syndicat des Mineurs de Saint-Etienne est devenu une succursale bolchevique.

Voilà comment les adorateurs de Saint-Staline comprennent leur nouveau mot d'ordre « Unir-Unité ».

I.B.